

ANNEXE 5

Évaluation de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris Phase 2

**Annexe technique au Rapport de synthèse
Comprenant une liste des principales sources consultées**

Mai 2011



Table des matières

1. Objectif	215
2. Contexte et approche initiale	215
Composantes de l'Évaluation.....	216
Phase 2.....	216
3. Mise au point de l'approche et de la méthodologie	218
Principes appliqués.....	218
Élaboration des questions fondamentales et du cadre de conclusions	219
Définition des termes.....	220
Approche de la méthodologie.....	221
4. Application de la méthodologie	223
La Matrice opérationnelle pour les évaluations nationales	223
Études de l'administration centrale des donateurs.....	226
Méthodes des études individuelles	226
Utilisation des preuves	227
Liens avec l'Étude de suivi de la Déclaration de Paris.....	227
5. Études supplémentaires	228
6. Expérience des évaluations nationales et des études de l'administration des donateurs :	
Application de l'approche et de la méthodologie	228
Soutien et renforcement des capacités	229
7. Processus d'analyse et de synthèse	230
Étape 1 : Constats émergents	230
Étape 2 : Rapport de synthèse	232
8. Indépendance, intégrité et déontologie	235
9. Assurance de la qualité	236
10. Limites et risques	236
11. Gestion du savoir et Extranet	237
12. Enseignements	238
13. Normes du CAD-OCDE pour l'évaluation du développement	239
14. Principales sources consultées	242
Figures	
Figure 1. Étapes du processus d'évaluation	216
Figure 2. Composantes de l'évaluation.....	217
Figure 3. La réforme de l'aide dans son contexte.....	220
Figure 4. La théorie du programme	221
Figure 5. Contexte de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris : les mécanismes complexes du changement	222
Figure 6. Logique des résultats de la Matrice	224
Figure 7. Logique des résultats de la Matrice : niveau sectoriel.....	225

1. Objectif

L'Annexe technique a deux objectifs :

- Développer la description concise présentée dans le Rapport de synthèse au sujet de l'approche et de la méthodologie adoptées dans le cadre de l'Évaluation.
- Étant donné que cette étude est l'une des plus importantes évaluations conjointes jamais menées, tirer des leçons qui serviront à des exercices semblables à l'avenir.

Le texte fait référence à un certain nombre de documents produits dans le cadre de l'Évaluation. Ils sont disponibles sur le site Web du CAD-OCDE, ou sur demande.¹ Ils seront également déposés dans les archives de l'Évaluation. On trouvera également dans cette annexe une liste des principales sources consultées.

2. Contexte et approche initiale

La Déclaration de Paris (2005) contient un engagement à produire une évaluation indépendante transnationale afin de mieux comprendre comment une plus grande efficacité de l'aide peut contribuer à atteindre les objectifs du développement. Dans le Programme d'action d'Accra (2008), les signataires s'engagent à évaluer « si nous avons honoré les engagements pris dans la Déclaration de Paris et dans le Programme d'action d'Accra et de déterminer dans quelle mesure l'efficacité de l'aide s'améliore et dans quelle mesure cette amélioration rejaillit sur le développement ».²

En 2006, le Réseau du CAD-OCDE sur l'évaluation du développement a commandé un document sur les options proposées pour l'aider à choisir une manière appropriée d'effectuer un suivi de la mise en oeuvre de la Déclaration de 2005. Ce document en arrivait à la conclusion que, sous certaines réserves, la Déclaration était dans l'ensemble susceptible d'être évaluée et que la meilleure approche serait d'adopter un ensemble de quatre activités d'évaluation liées les unes aux autres, et de les intégrer tout en conservant une certaine marge de manœuvre : élaborer un cadre commun; mener des évaluations pilotées par les pays; faire des études de cas thématiques des donateurs et établir un programme d'études analytiques échelonné sur une période plus ou moins longue.³

Le Document sur les options a été distribué à l'échelle internationale aux pays partenaires comme aux agences des donateurs. Les pays partenaires ont plus particulièrement exprimé leur désir de jouer des rôles importants dans le cadre d'évaluations qui seraient réalisées à l'avenir.

¹ Les documents seront disponibles sur le site Web de l'OCDE /l'Extranet ou communiquer avec IOD PARC.

² Programme d'action d'Accra, paragr. 11.

³ Booth, D. et Evans, A., *Evaluation Network Follow-up to the Paris Declaration on Aid Effectiveness: An Options Paper*, 2006 (présenté à des fins de discussion dans le cadre de la quatrième rencontre du Réseau CAD sur l'Évaluation, 30-31 mars 2006).

Par la suite, l'Évaluation a été conçue et mise en oeuvre, tout en utilisant une approche entièrement conjointe. La conception de l'Évaluation exigeait deux phases qui étaient structurées autour des trois premières des composantes du Document sur les options.

Le développement des deux phases s'est fait selon les quatre étapes suivantes :

Étape 1 (2005-2006) Développement de l'approche initiale

Formation du Groupe de référence international (dont la moitié des membres représentaient les pays partenaires, et l'autre moitié, les donateurs) et d'un Groupe de gestion de l'Évaluation chargé de trouver des fonds et des candidats acceptant de participer à l'Évaluation; d'élaborer le cahier des charges de la Phase 1 et de mettre en place le Secrétariat de l'évaluation (mars 2007)

Étape 2 (2007-2008) Mise en oeuvre de la Phase I

Mise en oeuvre de la Phase I (au niveau des pays et des donateurs), qui portait sur trois grands aspects : tendances et événements entourant le début de la mise en oeuvre; facteurs influençant le comportement des pays et de leurs partenaires de développement dans le cadre de la concrétisation des engagements pris à Paris; mesure dans laquelle la mise en oeuvre semblait fidèle aux cinq principes de la Déclaration.

La Phase 1 a compris une étude « des liens »⁴, dans laquelle on proposait les principaux éléments de la conception et de la gouvernance de la Phase 2.

Étape 3 (2009-2010) Préparatifs en vue de la Phase 2

Première rencontre du Groupe de référence international au sujet de la Phase 2 (Auckland, février 2009), qui a débouché sur le document d'orientation en vue de l'étude⁵.

Production du cahier des charges de l'Équipe principale de l'Évaluation (ci-après appelée « Équipe principale »). Concours en vue de passer des marchés et nomination des membres de l'Équipe principale.

Étape 4 (2009-2011) Mise en oeuvre de la Phase 2

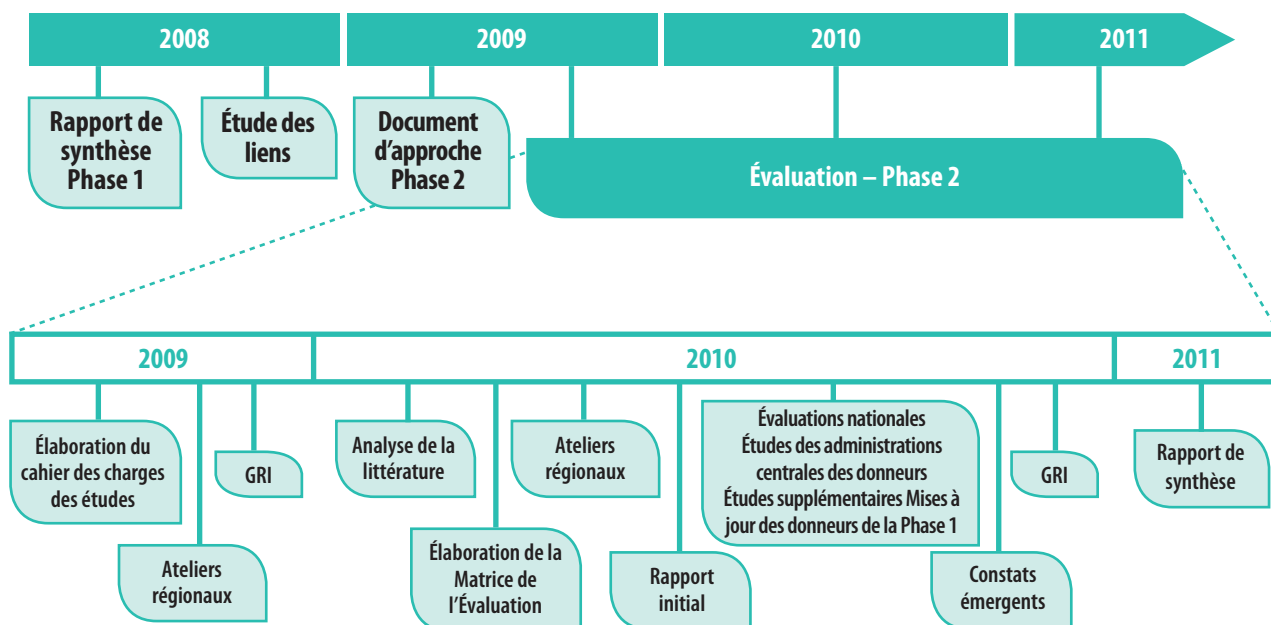
La mise en oeuvre de la Phase 2 qui, par rapport à la Phase 1, a élargi le nombre de pays et de donateurs. Aboutissement des évaluations nationales, ainsi que des études et mises à jour des donateurs/agences. Production du Rapport de synthèse, en travaillant au sein des structures de gouvernance nationales et internationales, et en puisant dans les différentes composantes de l'Évaluation. (voir ci-dessous).

⁴ Stern, E et al (2008) *Thematic study on the Paris Declaration, Aid Effectiveness and Development Effectiveness*, Copenhagen: DIIS.

⁵ Phase 2 de l'Évaluation de la Déclaration de Paris : document d'approche (25 mai 2009).

Les principaux jalons de l'Évaluation sont résumés dans l'échéancier ci-dessous :

Figure 1. Étapes du processus de l'Évaluation



Composantes de l'Évaluation

Les principales composantes de l'Évaluation ont été les suivantes :

- Phase 1 (2008) : dix-neuf études (huit études nationales et onze études moins approfondies de donateurs et d'organisations multilatérales)
- Phase 2 (2011) : vingt-huit études (21 évaluations nationales et 7 études des donateurs/administration centrale des agences), et de mises à jour plus limitées des donateurs ayant fait l'objet d'une étude dans le cadre de la Phase 1 (7 agences).⁶
- Les documents suivants ont également servi dans le cadre de la Phase 2 : des études supplémentaires, y compris « Les ressources du développement sortant du cadre de la Déclaration de Paris »; une enquête sur l'Amérique latine; les résultats d'une analyse documentaire ciblée; ainsi que d'autres études spécialisées.

Le schéma ci-dessous présente les composantes de l'ensemble de la Phase 2 de l'Évaluation et la répartition géographique des pays/agences qui y ont participé : (Figure 2)

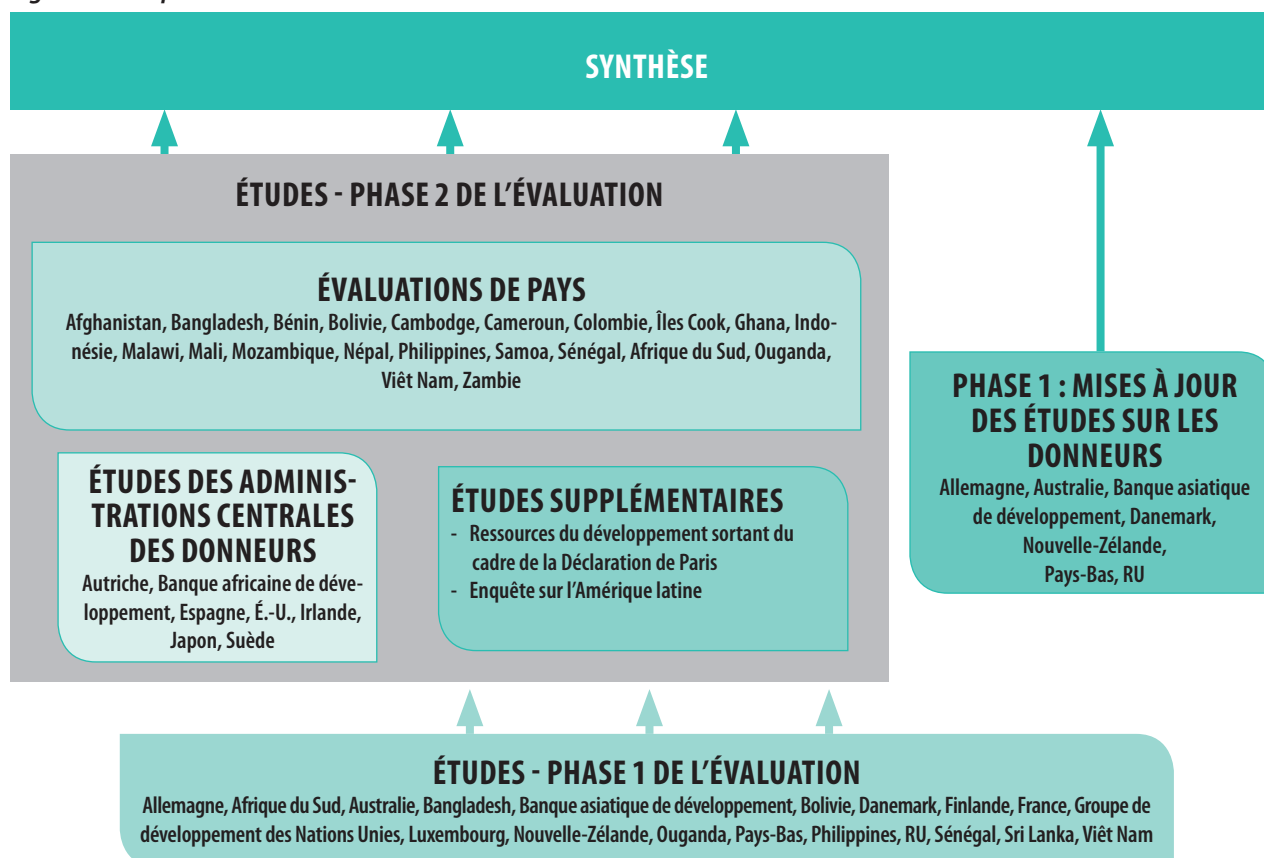
Phase 2

La deuxième phase de l'Évaluation a commencé en septembre 2009, alors qu'un contrat était octroyé à IOD PARC,⁷ une firme de consultation en développement du Royaume-Uni, qui avait participé au processus d'approvisionnement concurrentiel. On a ensuite nommé les membres de l'Équipe principale.

⁶ Deux évaluations nationales ont été annulées (au Kirghizistan et au Sri Lanka) à cause des changements politiques et de la situation instable. Des efforts considérables ont été déployés pour inclure un plus grand nombre de pays d'Amérique latine et centrale, mais la Bolivie et la Colombie ont fini par être les deux seuls candidats; l'étude sur l'Amérique latine visait en partie à combler cette lacune.

⁷ IOD PARC est le nom sous lequel fonctionne la *International Organisation Development (IOD) Limited*.

Figure 2. Composantes de l'Évaluation



L'Équipe principale était composée de spécialistes du développement chevronnés provenant de sept pays, et ayant une expertise dans une variété de domaines liés à l'efficacité de

l'aide. Les principaux domaines de responsabilité sont résumés ci-dessous :

Nom	Pays	Domaines de responsabilité
Bernard Wood	Canada	Chef d'équipe; direction et surveillance de l'ensemble des travaux; auteur principal (Rapport de synthèse) et équipe principale de rédaction
Julian Gayfer	RU	Directeur de projet; planification et coordination de la production; soutien aux processus d'évaluations nationales; équipe principale de rédaction
Julia Betts	RU	Équipe principale; analyse documentaire, soutien aux processus d'évaluations nationales; équipe principale de rédaction et auteur principal (Annexe technique au Rapport de synthèse)
Florence Etta	Nigéria/É.-U.	Équipe principale; spécialiste de l'Afrique et soutien à cette région
Dorte Kabell	Danemark	Équipe principale; responsable du soutien aux études de l'administration centrale des donateurs et aux évaluations francophones
Mallika Samaranyake	Sri Lanka	Équipe principale; spécialiste de l'Asie et soutien à cette région
Francisco Sagasti	Pérou	Équipe principale; spécialiste de l'Asie et soutien à cette région
Naomi Ngwira	Malawi	Équipe principale; soutien aux processus d'évaluations nationales de l'Afrique orientale et australe
Ronnie MacPherson	RU	Soutien de projet; gestion des connaissances et communication
Marika Weinhardt	RU	Soutien de projet; gestion des processus d'équipe, agent de liaison de l'Équipe principale pour les échanges avec les équipes chargées des évaluations et des études
Julianna Hyjek	RU	Analyse documentaire

L'Équipe principale a organisé son travail autour de différents axes d'orientation et s'est rencontrée régulièrement, que ce soit par des moyens virtuels ou en personne, lors des étapes importantes du processus. Les principales phases étaient les suivantes : orientation et organisation de l'équipe (septembre 2009); début des travaux et préparation du rapport initial (octobre-mars 2010); soutien aux études nationales (mai-septembre 2010); préparation du processus de synthèse (septembre-novembre 2010); rencontre pour faire le point sur les constats émergents (décembre 2010); rédaction du Rapport de synthèse (janvier-avril 2011).

3. Mise au point de l'approche et de la méthodologie

Certains aspects de la Phase 2 étaient déjà définis dans la mesure où ils avaient été déterminés avant même que l'Équipe principale ne soit mise sur pied. Il s'agit des aspects suivants :

- **La nature conjointe de l'Évaluation** – elle porterait sur les agences des donateurs et les pays partenaires, au sein d'une structure de gouvernance reflétant cette nature.
- **La structure de gouvernance**⁸, au niveau national et international, a été pensée pour veiller à ce que le processus soit conjoint, et l'approche consultative et participative, ainsi que pour faciliter l'assurance de la qualité. Pour ce faire, une structure internationale a été chargée de la gestion, de l'intégrité et de l'indépendance de l'ensemble du processus. Un système équivalent, doté des mêmes responsabilités à l'égard de chaque étude, a été créé à l'échelle des pays et de l'administration centrale des donateurs participant à l'Évaluation.
- **La nature volontaire de la participation**, ce qui voulait dire que les pays/agences choisissaient librement de participer ou pas.
- **Les pays partenaires** étaient mis au premier plan de l'Évaluation, afin de mesurer les effets concrets des réformes apportées pour améliorer l'efficacité de l'aide.
- Pour les **études de l'administration centrale des donateurs**, le cahier des charges était le même que celui de la Phase 1.
- **Un exercice trilingue**, de manière à offrir aux participants et aux utilisateurs visés le meilleur service possible. Ainsi, le processus a été organisé de manière à être compréhensible en anglais, en français et en espagnol.

⁸ Beaucoup de travail a été consacré à définir clairement le rôle et les responsabilités des différents niveaux de gouvernance. Le cadre d'évaluation de 2009 contient des précisions à ce sujet (une section complète est consacrée à l'Imputabilité et la Responsabilité), tout comme le document consacré aux mécanismes de l'assurance de la qualité et de la gouvernance datant de mai 2010 (*Note on Quality Assurance and Governance Arrangements*).

De septembre 2009 à juin 2010, l'Équipe principale, en collaboration avec le Groupe de gestion et grâce à deux séries d'ateliers régionaux, s'est attachée à élaborer et mettre au point l'approche et la méthodologie propres à l'Évaluation. Ont participé à la première série d'ateliers en premier lieu les coordinateurs nationaux et les membres des groupes de référence nationaux, et à la seconde, les coordinateurs nationaux et les chefs d'équipes des évaluations nationales qui avaient déjà un contrat.

Ateliers régionaux

Première série	Deuxième série
Asie : 27-29 octobre 2009 (Siem Reap)	Pacifique : 3-5 mars 2010 (Wellington)
Amérique latine : 4-6 novembre 2009 (Bogotá)	Asie du Sud : 20-22 avril 2010 (Dhaka)
Afrique anglophone : 10-12 novembre 2009 (Lilongwe)	Afrique : 27-29 avril 2010 (Tunis)
Afrique francophone : 18-20 novembre 2009 (Cotonou)	Asie du Sud-Est : 4-6 mai 2010 (Ha Long, Vietnam)
	Amérique latine : 25-26 mai 2010 (Bogotá) et 16-17 août 2010 (La Paz)

Les ateliers ont notamment servi à : définir les grands principes de la méthodologie; élaborer les questions de l'Évaluation; confirmer l'approche adoptée pour la méthodologie; trouver comment rendre la méthodologie opérationnelle; finaliser les composantes de l'Évaluation et déterminer l'orientation des méthodes utilisées pour les études des pays et des donateurs. On trouvera ci-dessous une description de la manière dont ces tâches ont été appréhendées.

Principes appliqués

Comme le mentionne le cahier des charges de l'Équipe principale, l'Évaluation se voulait sommative et formative. Elle devait permettre de se faire une idée de ce qui avait été réalisé au chapitre de l'efficacité de l'aide et des résultats obtenus dans le cadre des efforts de développement, mais aussi servir de base à l'élaboration de politiques ultérieures et donner lieu à des améliorations parmi une variété de parties prenantes.

Dès le début, les grands principes de l'Évaluation ont été cernés par l'Équipe principale (à l'aide des premiers documents comme le Document d'orientation) et entérinés par le Groupe de gestion. Ces principes étaient les suivants :

- **Utilité** : Étant donné l'importance de ce qui était en jeu, l'Évaluation se voulait d'abord et avant tout utile – les processus de l'Évaluation, ses constats et la manière

dont ils allaient être présentés devaient donc être crédibles, pertinents et accessibles.

- **Une évaluation conjointe** : Les structures de gouvernance de l'Évaluation ont tenu compte du fait que plusieurs des agences et pays participants seraient étroitement impliqués à toutes les étapes du processus – par conséquent, il fallait mettre en place un processus leur permettant de s'engager pleinement et d'obtenir des résultats crédibles et utiles.
- **L'importance du contexte** : Ce principe s'appuie sur les nombreuses contributions qui ont mené à la Phase 2, y compris le Document sur les options proposées. Son importance a été mise en évidence lors de la première phase, et soulignée dans le Document d'orientation et le cahier des charges de l'Équipe principale. L'une des questions fondamentales du Cadre de la Phase 2 porte d'ailleurs largement sur ce principe.
- **Intégralité** : L'Évaluation devait porter sur les cinq grands principes de la Déclaration.
- **Comparabilité et pertinence** : La Phase 1 a montré qu'il était important que la recherche et l'analyse s'appuient sur une base commune solide pour que l'évaluation se déroule en toute confiance à un niveau agrégé, mais on a également encouragé les participants à traiter des enjeux propres à chaque pays.
- **Appropriation par le pays** : Étant donné l'expérience des pays partenaires et le rôle de premier plan qu'ils jouaient dans le cadre de l'Évaluation, il fallait s'assurer qu'ils participent le plus possible à la conception de l'Évaluation et que toutes les études utilisent une approche, une méthodologie et un langage communs.
- **Partenariats au niveau national** : Il fallait mettre l'accent sur le fonctionnement des partenariats entre pays et donateurs et les extrants du développement au niveau national, et ce, pour examiner les effets des politiques des donateurs et des protagonistes au niveau du pays qui influent sur l'aide ainsi que sur les perspectives de développement.
- **Partage des connaissances** : Dans le cadre de l'Évaluation, on espérait développer les capacités en partie par l'entremise d'un processus continu de partage des connaissances, de soutien, d'examen par les pairs et d'assurance de la qualité.

Ces principes ont servi de balises pendant toute la durée de l'Évaluation, notamment au regard des processus de gouvernance, de la conception de la méthodologie, de la production des études des pays et des donateurs, et de la synthèse de l'analyse. Les sections qui suivent portent sur chacun de ces domaines.

Élaboration des questions fondamentales et du cadre de conclusions

Les questions fondamentales de l'Évaluation portaient sur de grands domaines cernés dans le Document d'orientation, s'inspirant lui-même du schéma présenté dans l'Étude de liens et des questions débattues lors de l'atelier d'Auckland. On a ainsi établi quatre catégories de questions pour la Phase 2 de l'Évaluation. Il s'agit des catégories suivantes :

- les conditions d'origine dans lesquelles la Déclaration a été mise en œuvre;
- les résultats en matière d'efficacité de l'aide et les résultats du développement plus précisément;
- les processus pouvant expliquer les résultats et clarifier jusqu'à quel point ces résultats sont attribuables à la Déclaration;
- les approches alternatives – c'est-à-dire les autres moyens d'obtenir les mêmes résultats.

La version définitive des questions fondamentales reposait sur deux grands enjeux :

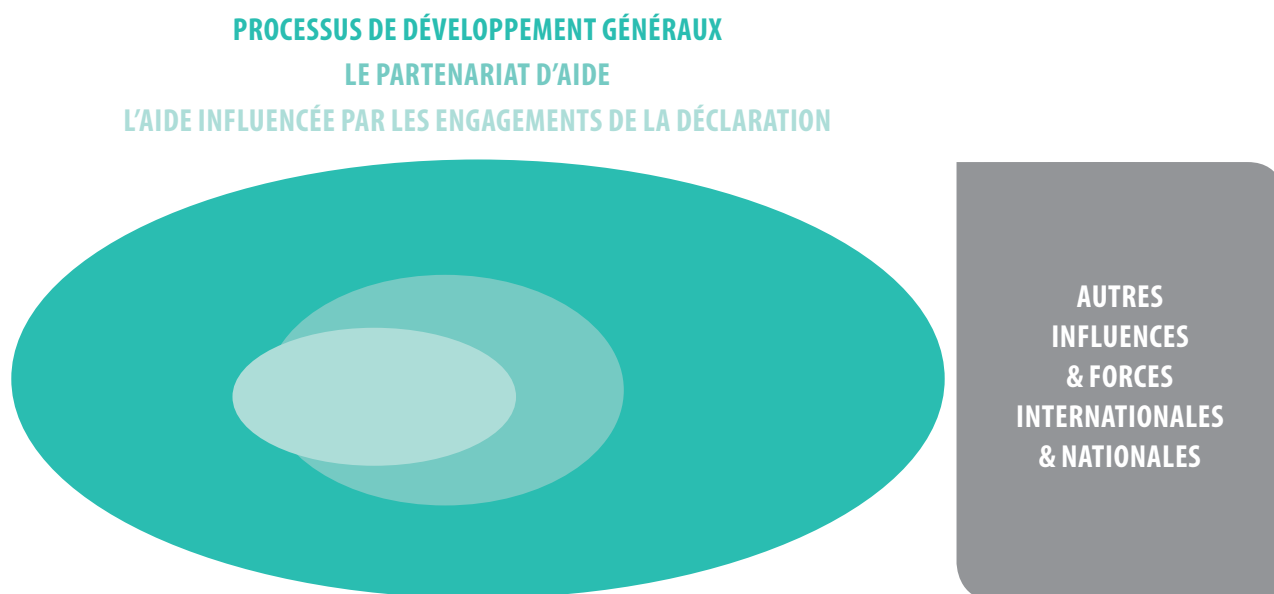
- L'importance du contexte, et plus particulièrement du contexte prévalant avant 2005. Comme il est fait mention dans le Cadre d'Évaluation (2009), il était important de reconnaître dès le départ que « *la Déclaration de Paris a permis de rassembler tout un éventail de travaux de réforme et d'initiatives déjà en cours depuis plusieurs années à travers différents contextes. Ainsi, l'évaluation [devait] explicitement intégrer une évaluation de toutes ces étapes antérieures, réalisées « en amont », dans le cadre de son périmètre d'action* ».⁹
- L'aide ne représente que l'un des nombreux facteurs contribuant aux processus de développement et de croissance. Les contributions de l'aide dépendent du contexte et de son importance relative par rapport à d'autres facteurs importants (par exemple, les autres apports d'aide, les catalyseurs du développement et ses obstacles).¹⁰

Dans ses efforts en vue de saisir toute la complexité de ces éléments et de formuler les questions fondamentales définitives, l'Équipe principale a élaboré le schéma ci-dessous, qui a été présenté dans le cadre des ateliers. Il met en évidence la logique des questions fondamentales et s'efforce de placer en situation réelle la part de l'aide visée par les engagements de la Déclaration, tout en tenant compte des autres catalyseurs et sources de financement du développement dans les pays partenaires. Ceci avait pour objectif d'inciter tous les participants aux études à évaluer de manière réaliste les contributions possibles de la Déclaration (et de l'aide) aux résultats du développement.

⁹ Voir la Figure 1. Origines de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, p. 3 du Rapport de synthèse.

¹⁰ Voir la Figure 5. Contexte de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris – Les voies complexes vers le changement, ci-dessous.

Figure 3. La réforme de l'aide dans son contexte



Les questions fondamentales et les sous-questions ont ensuite été peaufinées et finalisées après la première série des ateliers régionaux énumérés ci-dessus. On a adopté une approche participative (incluant principalement les coordinateurs nationaux de l'Évaluation et les membres du groupe de référence). Les suggestions de la première version ont été discutées en groupes dans le but de récolter un maximum d'observations, de débats et de réactions. Tous les documents discutés lors des ateliers ont été publiés sur le site Extranet de l'Évaluation. Par la suite, la version provisoire du Cadre et du Plan de travail, qui intégrait les résultats de tous les ateliers régionaux, a été avalisée par l'ensemble du Groupe de référence international (composé en grande partie des participants aux ateliers régionaux) en décembre 2009.

Sous leur forme définitive, les questions fondamentales de l'Évaluation, confirmées dans le Rapport initial de juin 2010, visent à expliquer ce qui suit :

1) Jusqu'à quel point la Déclaration de Paris a-t-elle été mise en œuvre dans les différents pays et systèmes des donateurs/agences;

- Question fondamentale 1. « Quels sont les facteurs importants ayant eu un impact sur la pertinence et la mise en œuvre de la Déclaration de Paris et sur ses effets potentiels en termes d'efficacité de l'aide et de résultats obtenus au niveau du développement ? » (La Déclaration de Paris dans son contexte)

2) Quels effets a eu le fait d'apporter à l'efficacité de l'aide les améliorations visées par la Déclaration;

- Question fondamentale 2. « Dans quelle mesure et de quelle manière la mise en œuvre de la Déclaration de Paris a-t-elle entraîné une amélioration au niveau de l'efficacité de la distribution de l'aide, de la gestion et de l'utilisation

de l'aide et de la formation de partenariats de meilleure qualité ? » (Processus et résultats intermédiaires)

3) Est-ce que les réformes visant l'amélioration de l'efficacité de l'aide ont, de façon plausible, contribué aux résultats du développement et, le cas échéant, quelles sont ces contributions ?

- Question fondamentale 3. « La mise en œuvre de la Déclaration de Paris a-t-elle renforcé la contribution de l'aide au niveau de l'obtention de résultats de développement durables ? De quelle manière précisément ? » (Résultats du développement)

Ces questions ont été complétées par une série de sous-questions, présentées dans la Matrice opérationnelle (décrite ci-dessous).

On a suivi la même démarche pour finaliser le cadre des conclusions. L'atelier d'Auckland a largement contribué à éclairer l'élaboration de ce cadre, qui a d'ailleurs servi à broser les grandes lignes du Rapport de synthèse.

Définition des termes

À peine l'étude commencée, on s'est rendu compte que certains des termes de base utilisés dans le cadre de l'Évaluation – par exemple, « aide », « capacité », « capital social » et « division du travail » – n'avaient pas le même sens pour tout le monde. Un glossaire (s'inspirant de définitions du CAD-OCDE lorsqu'il y avait lieu) a donc été créé et distribué aux différentes équipes. On a également produit des documents d'orientation sur des questions plus complexes, par exemple les capacités institutionnelles, le capital social, et la notion d'« aide » dans le contexte de l'Évaluation. (Voir la section « Orientation » ci-dessous).

Approche de la méthodologie

Dans le cadre de la Phase 2, la méthodologie de l'évaluation – comme l'exprime le texte principal du Rapport de synthèse – devait permettre de relever le défi de mesurer les effets d'un vaste programme de réformes faisant partie d'une déclaration politique et s'appliquant aussi bien à des pays partenaires qu'à des pays donateurs faisant chacun face à des circonstances bien différentes.

Étant donné qu'il s'agissait d'évaluer un ensemble de principes et d'engagements visant à accroître l'efficacité de l'aide (et non d'un projet ou d'un programme, qui sont plus couramment l'objet d'une évaluation dans le domaine du développement), cette évaluation ressemblait davantage à une évaluation de politiques ou

d'une stratégie. Or, comme il en est fait mention dans le Rapport de synthèse, il s'agit d'un domaine où l'on commence à peine à procéder à des évaluations.¹¹ L'exercice s'est également inspiré de travaux visant à évaluer l'influence des politiques, un domaine où l'on accumule de plus en plus d'expérience.¹²

Pour relever ce défi, il a été convenu d'avoir recours à une technique d'évaluation éprouvée permettant d'évaluer des processus complexes de changement. Le Document sur les options produit en 2006 concluait que la « théorie du programme », ou l'ensemble de postulats qui sous-tendent la logique de la Déclaration, n'avait pas été entièrement formulée. Ceci rejoignait aussi les premiers conseils selon lesquels, dans le cadre de cette évaluation, il faudrait appliquer l'approche

Figure 4. Théorie du programme

"MOTEURS" ATTENDUS	INTRANTS PROGRAMMATIQUES/ ACTIVITÉS	EXTRANTS DE LA DP	RÉSULTATS INTERMÉDIAIRES ATTENDUS (EFFICACITÉ DE L'AIDE)	RÉSULTATS À LONG TERME ATTENDUS (RÉSULTATS DU DÉVELOPPEMENT)
<ul style="list-style-type: none"> Le soutien persistant des plus hautes sphères politiques' 'Une pression des pairs' 'Une action coordonnée aux niveaux mondial, régional et local' 	<ul style="list-style-type: none"> Engagement politique convenu vers le changement Soutenu de 56 engagements de partenariat, le progrès se mesure contre 12 indicateurs spécifiques avec des objectifs pour l'an 2010 'Des initiatives mises en place par les pays partenaires et les donateurs en vue d'établir leurs propres objectifs-cibles d'amélioration de l'efficacité de l'aide 	56 engagements Extraits liés aux changements de pratiques par : <ul style="list-style-type: none"> Les pays partenaires Les donateurs Les donateurs et les pays partenaires 	I. "Renforcement des stratégies nationales et des cadres opérationnels II. Alignement de l'aide sur les priorités, systèmes et procédures des pays partenaires et soutien au renforcement de leurs capacités. III. Définition de mesures et de normes de performance et de reddition de comptes pour les systèmes des pays partenaires dans les domaines de la gestion des finances publiques, de la passation des marchés, des garanties fiduciaires et de l'évaluation environnementale IV. Suppression des doubles emplois dans les efforts des donateurs et rationalisation de leurs activités pour en optimiser la rentabilité V. Réforme et simplification des politiques et procédures des donateurs dans un sens qui encourage la collaboration VI. Engagements pluriannuels qui amélioreraient la prévisibilité des apports d'aide VII. Délégation suffisante de pouvoir au personnel de terrain des organismes donateurs et des incitations adéquates de nature à favoriser des partenariats efficaces au service du développement entre les donateurs et les pays partenaires VIII. Intégration suffisante des initiatives et programmes mondiaux dans les objectifs plus généraux de développement des pays partenaires IX. Renforcement des capacités des pays partenaires pour mettre au point, de gérer et d'appliquer des stratégies nationales de développement axées sur les résultats X. Renforcement des obligations mutuelles des donateurs et des pays partenaires à l'égard des citoyens et des instances parlementaires XI. Réduction de corruption et une transparence augmentée, qui renforcent l'adhésion de la population, soutiennent la mobilisation et l'affectation efficaces des ressources"	' Augmenter les effets de l'aide sur : <ol style="list-style-type: none"> La réduction de la pauvreté La réduction des inégalités La consolidation de la croissance Le renforcement des capacités L'accélération des avancées vers les OMD'

11 Patrizi, P. et Patton, MQ, "Evaluating Strategy" *New Directions for Evaluation*, No. 128, Winter 2010, American Evaluation Association.

12 Jones, H. (2011) *A guide to monitoring and evaluating policy influence*, London: ODI Background Paper.

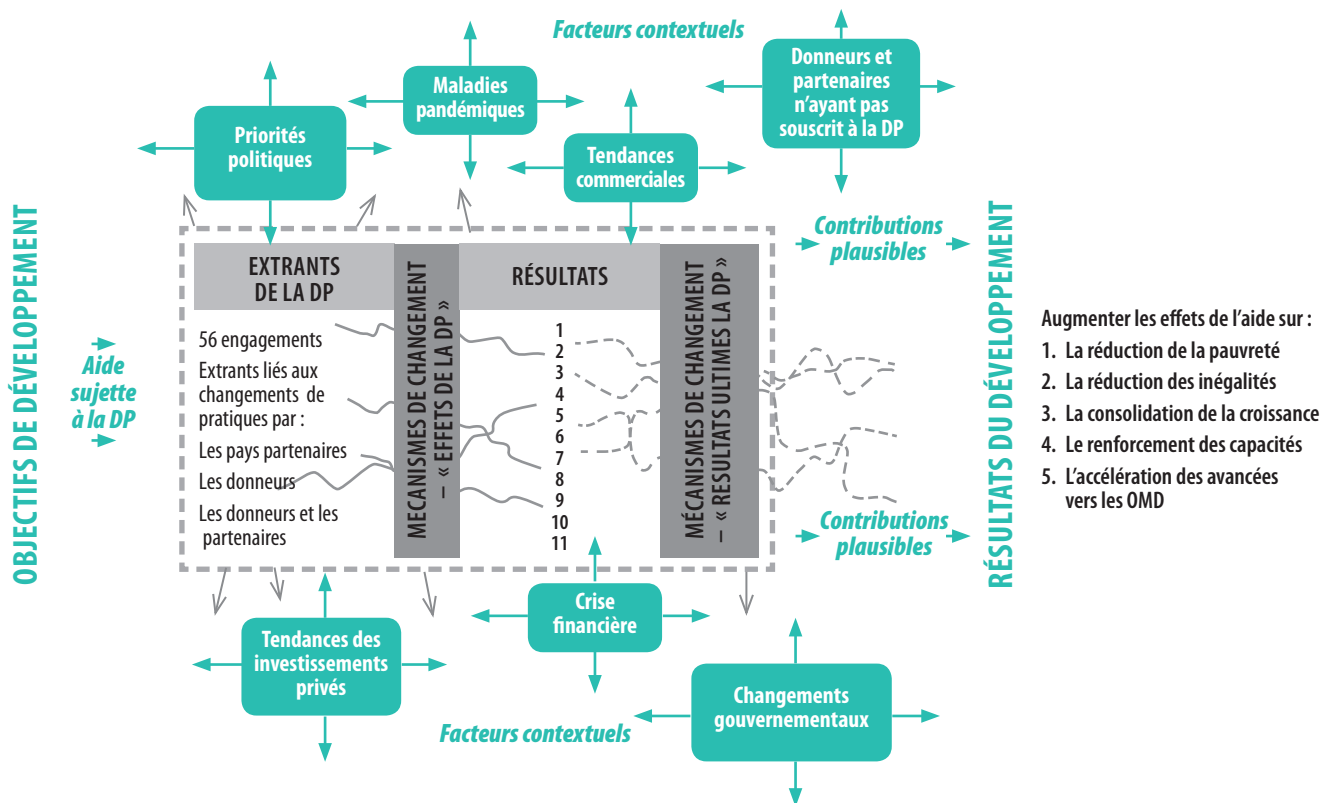
théorique utilisée dans la plupart des évaluations modernes; c'est-à-dire dégager les concepts théoriques qui sous-tendent le changement.¹³ À partir de là, l'Équipe principale s'est penchée sur l'objet même de l'Évaluation, le texte de la Déclaration, pour en dégager la « théorie implicite du programme », illustrée ci-dessous.¹⁴ Ce schéma retrace la logique qui sous-tend la Déclaration, en tenant compte des objectifs explicites (résultats voulus) à moyen terme (amélioration de l'efficacité de l'aide) et à plus long terme (contribution à l'amélioration des résultats du développement), et en mettant en évidence la manière dont ces objectifs seraient atteints (activités de programmes).¹⁵ Ceci a été présenté dans le Rapport initial datant de mai 2010.

Pour placer la théorie du programme en situation réelle et dégager certains de ses postulats, dans un schéma également

joint au Rapport initial (Diagramme B, Figure 5 ci-dessous), l'Équipe principale a retracé certains des « mécanismes complexes du changement », en partant des objectifs du développement pour aller jusqu'aux résultats. Ce diagramme tient également compte des nombreux autres facteurs qui, dans différents contextes, exercent une forte influence sur le développement et qui peuvent favoriser ou restreindre la contribution de l'aide aux résultats du développement.

Enfin, l'Équipe principale a examiné et rassemblé les principales sources bibliographiques disponibles à l'échelle nationale et internationale pour a) appuyer les évaluations nationales et celles des donateurs; b) situer la place occupée par l'Évaluation dans le cadre des travaux de recherche menés actuellement. Cet exercice a démarré fin 2009 pour se terminer en mai 2010 et a permis d'élaborer trois premiers guides bibliographiques touchant les

Figure 5. Contexte de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris : les mécanismes complexes du changement



13 Booth, D. et Evans, A. (op. cit.)

14 La « théorie du programme » se définit traditionnellement comme « une analyse de ce qui doit être fait pour atteindre les objectifs voulus, des autres impacts importants qui pourraient aussi être anticipés et de la manière dont on pourrait atteindre ces objectifs et des raisons pour lesquelles ils pourraient avoir de telles répercussions ». [Traduction] Chen (1990)

15 L'examen du contexte de la Déclaration montre également que cette théorie du programme s'appuie sur des sources documentaires connues, notamment sur « la théorie et la recherche antérieures, les théories implicites de ceux qui sont étroitement associés aux programmes, les observations du programme et la recherche exploratoire visant à mettre à l'essai d'importants postulats », Donaldson (2001)

trois questions fondamentales dans leur version définitive. En octobre 2010, on a également distribué une liste bibliographique mise à jour et, par la suite, nous avons continué à recueillir et examiner les sources disponibles (voir ci-joint la liste choisie des principales sources bibliographiques consultées).

Une série de défis se sont posés au moment d'intégrer les principes de l'Évaluation, les deux principaux schémas et l'approche envisagée au départ à un seul et unique cadre méthodologique visant à répondre aux questions fondamentales. En définitive, la méthodologie choisie pour l'Évaluation part du principe que les changements visés (prévus aux termes de la Déclaration et dont la théorie du programme tient compte) doivent être vus comme un parcours fréquenté de manière différente par différents protagonistes, à différents moments et à des rythmes différents (le contexte, y compris celui qui prévalait avant 2005, et autres moteurs du développement). Par conséquent, l'approche méthodologique choisie met l'accent sur l'évaluation de la **direction** prise pour atteindre les objectifs prévus dans la Déclaration, ainsi que du **rythme** et de la **distance parcourue** jusque-là. La Matrice opérationnelle (ci-dessous) en tient compte.

Pour suivre cette approche, il fallait régler l'épineuse question de la **causalité** et de l'**attribution**. La mise en œuvre de la Déclaration de Paris est un processus à plusieurs dimensions et plusieurs niveaux, influencé par de nombreux facteurs. À n'importe quel moment, il peut donc y avoir des changements de direction, de priorité et de rythme pour adapter ce processus à toutes sortes d'influences. Pour définir un cadre susceptible de décrire le lien qui unit la mise en œuvre de la Déclaration et l'obtention plus rapide de résultats du développement, il fallait tenir compte des faits suivants :

- une bonne partie du processus de changement en vue d'accroître l'efficacité de l'aide avait déjà commencé **avant** que la Déclaration ne soit entérinée et mise en œuvre (donc, avant 2005);
- comme le montre très clairement la Figure 3, l'aide n'est que l'un des nombreux facteurs susceptibles de contribuer au développement;
- les autres caractéristiques du contexte (gouvernance; changements politiques; crises économiques; capacités institutionnelles, etc.) peuvent avoir des effets bien plus grands sur les résultats du développement que la réforme de l'aide ou l'aide dans son ensemble.

Par conséquent, les approches linéaires traditionnelles aux évaluations permettant d'"attribuer" la cause du changement directement à la Déclaration ne convenaient pas. Comme le montre le Rapport de synthèse principal, un énoncé politique ne peut en soi susciter le changement. L'Évaluation devait plutôt chercher dans quelle mesure les divers engagements opérationnels, protagonistes et motivations que cet énoncé avait permis de rassembler avaient réellement contribué aux améliorations visées. Il a donc été convenu avec le Groupe de référence international que, étant donné la nature diffuse de l'objet de recherche,

dans ce cas, une simple analyse contre-factuelle ne permettrait pas d'évaluer correctement les progrès du point de vue méthodologique. Il serait encore plus inutile d'essayer d'établir des liens directs d'"attribution" entre la mise en œuvre de la Déclaration et les résultats du développement (dans les secteurs ou par rapport aux indicateurs de pauvreté par exemple).

Ainsi, l'Équipe principale a décidé d'opter pour le concept de « **contribution** » plutôt que d'attribution directe, et ce, en s'appuyant sur le travail de Mayne (2001)¹⁶ et d'autres spécialistes, ainsi que sur l'application de ce concept dans le cadre d'études récentes menées dans plusieurs pays, notamment au sujet du soutien budgétaire sectoriel.¹⁷ On a demandé aux équipes d'évaluer dans leurs contextes respectifs les « **contributions plausibles** » de la Déclaration aux résultats du développement; de mettre en évidence les changements et les liens et d'expliquer aussi explicitement que possible les autres facteurs ayant pu contribuer à ces résultats.

Pour appuyer l'application de cette approche, on a fait circuler des lignes directrices spécifiques dans lesquelles on proposait aux équipes de retracer *les résultats de développement obtenus (Q3) en passant par les changements dans la manière dont l'aide a été acheminée depuis l'adoption de la Déclaration (Q2) et par le contexte dans lequel les principes de la Déclaration ont été mis en œuvre, et jusqu'à quel point ils l'ont été (Q1)*, et d'explorer les liens entre ces différents processus.

Pour aider les équipes à répondre à la dernière question, on leur a rappelé que les « mécanismes du changement » présentés dans le Document d'approche pouvaient être des outils potentiels pour expliquer ou classer les changements.

L'approche définitive et la méthodologie anticipée ont été clarifiées dans le cadre de l'Évaluation et dans le cahier des charges des études nationales, distribués en décembre 2009. Le Rapport initial, publié en mai 2010, est venu confirmer la forme définitive du plan de travail et de la méthodologie.

4. Application de la méthodologie

La Matrice opérationnelle pour les évaluations nationales

Les approches et la méthodologie nécessaires à la difficile évaluation de plusieurs pays s'avéraient inévitablement complexes. Il fallait également les transformer en un seul outil opérationnel pouvant s'appliquer à une variété de contextes. Cet outil devait donc offrir la souplesse nécessaire pour être adapté aux différents contextes, mais aussi offrir la cohérence et les points communs nécessaires au niveau de la synthèse.

¹⁶ Mayne, John (2001) "Addressing Attribution through Contribution Analysis: Using Performance Measures Sensibly" *The Canadian Journal of Programme Evaluation* Vol.6, No. 1, Canadian Evaluation Society.

¹⁷ Williamson, T. et Dom, C. (2010) *Sector Budget Support in Practice: Synthesis Report* London: Overseas Development Institute.

Pour relever ce défi au niveau des pays, on a élaboré une **Matrice opérationnelle** servant d'instrument principal dans le cadre de l'Évaluation. Cette matrice a été présentée comme « l'échine » de l'Évaluation et elle a été conçue pour aider les équipes à trouver des réponses solides et exhaustives aux questions fondamentales. Elle offrait un cadre de travail commun aux évaluations nationales, tout en permettant d'explorer la mise en œuvre de la Déclaration dans ses différents contextes et en facilitant l'analyse comparative nécessaire au niveau de la synthèse.

La Matrice place l'analyse du *contexte* au centre de la Phase 2. La Question fondamentale numéro un est approfondie au moyen d'un certain nombre de sous-questions, et la Matrice offre des conseils quant au type d'indicateurs et de preuves à retenir, ainsi qu'aux méthodes et formes d'analyse auxquelles les équipes peuvent avoir recours.

La Question fondamentale 2, qui vise à évaluer les effets de la Déclaration sur l'efficacité de l'aide, avait posé des difficultés pour le travail d'approche et de conception dès le début. L'analyse antérieure à 2009 mettait en évidence les problèmes de définition associés à cette question et les nombreuses hypothèses et sous-questions qui lui étaient connexes.¹⁸ En décembre 2009, lors d'une rencontre de l'Équipe principale et du Groupe de gestion de l'Évaluation, l'Équipe principale a proposé de faire reposer le cadre de travail principal de l'évaluation sur les onze « résultats attendus » figurant dans la Déclaration de Paris à l'origine.¹⁹ Les efforts visant à évaluer systématiquement les effets de la Déclaration sur l'efficacité de l'aide ont ainsi débloqués.

Pour rendre cela opérationnel, on a appliqué à la Matrice la séquence de résultats ci-dessous, afin de schématiser les progrès enregistrés au regard des onze résultats attendus :

Figure 6. Logique des résultats de la Matrice

Résultats attendus au regard de la DP	Marqueurs de progrès	Indicateurs possibles du changement/jalons	Méthodes/ Formes d'analyse	Jugement porté sur les progrès, particulièrement depuis 2005	Principales raisons et explications
B Bâtir des partenariats de développement plus efficaces et davantage ouverts					
iv. <u>Moins</u> de doubles emplois dans les efforts des donateurs et activités rationalisées pour optimiser la rentabilité	<ul style="list-style-type: none"> Recours accru aux avantages comparatifs des donateurs (forces relatives et complémentaires), sous la direction du gouvernement 	<i>Vision claire du gouvernement, ou stratégie, relativement aux avantages comparatifs des donateurs et à la manière d'améliorer la complémentarité des donateurs</i> <i>Preuve que l'aide a été reprogrammée en fonction des énoncés sur les forces relatives de chacun</i>	A, C, D	<ul style="list-style-type: none"> Progrès importants Quelques progrès Peu de progrès Aucun progrès Régression 	
	<ul style="list-style-type: none"> Plus grande « division du travail » à l'échelle nationale et sectorielle 	<i>État des lieux réalisé/ maintenu</i> <i>Nombre et type d'ententes officielles sur la Division du travail et leurs thèmes</i> <i>Reprogrammation de l'aide en fonction des ententes/ arrangements sur la Division du travail</i> <i>Travail de collaboration/ conjoint entre les agences au sein, p. ex. des modalités de projet</i>	A, C		

18 Étude des liens, Notes de l'atelier d'Auckland.

19 Extraits tirés directement des paragraphes d'ouverture de la Déclaration.

Les grands axes du Programme d'action d'Accra ont été intégrés à la séquence des résultats en les schématisant parmi les marqueurs de progrès (et en les mettant en évidence dans la Matrice). La Matrice (résultat 10b) met également en évidence l'engagement spécifique d'Accra sur la transparence et la responsabilité face à l'obtention de résultats du développement (paragraphe 24), ce qui vient intensifier et préciser les engagements pris dans la Déclaration.

La Question fondamentale 3, qui porte sur les résultats du développement, contient quatre sous-questions, soulevées lors des ateliers régionaux et dont l'importance a été confirmée par le Groupe de gestion de l'Évaluation. En bref, elle porte sur : les résultats du développement dans des secteurs particuliers; le secteur témoin de la santé;²⁰ prioriser les besoins des plus pauvres, y compris les femmes et les filles; augmenter les capacités sociales et institutionnelles, et les modalités de l'aide.²¹ Ces questions ont été abordées de manière séquentielle dans la Matrice. Une logique de résultats similaire s'applique à toutes les sous-questions; il ne s'agit pas d'un

exercice linéaire, mais d'une schématisation de la *contribution plausible* de la Déclaration et du Programme d'action d'Accra aux résultats du développement décrits ci-dessus – c'est-à-dire établir dans quelle mesure il y a des indices prouvant que la mise en œuvre de la Déclaration a accéléré les progrès en vue d'atteindre des résultats du développement.

Pour la Question 3a), portant sur les résultats dans des secteurs bien précis, on a élaboré une matrice distincte, liée à la Matrice opérationnelle, mais axée sur les secteurs : (Figure 7)

Pour évaluer la direction et le rythme du parcours, ainsi que la distance parcourue, les équipes ont été encouragées à poser des jugements sur les progrès pour éclairer leurs analyses – preuves à l'appui, en appliquant la logique des résultats ci-dessus – sur une grille d'évaluation définie (surtout considérable/certains/peu/aucun/régression – avec certaines légères variations lorsqu'il y a lieu, comme c'est le cas pour la Question 1). Les principales raisons et les explications devaient être fournies dans une colonne destinée à cet effet, pour que

Figure 7. Matrice de la logique des résultats : Niveau sectoriel

Résultats de développement prévus (précisez)	Résultats de développement provisoires	Contribution de l'aide (finance/autre) à ce secteur	Effets de la DP sur la relation d'aide	Jugement global	Principales raisons et explications
Progrès efficaces, efficients et durables en vue d'atteindre des objectifs de développement sectoriel à long terme	<p>De bons progrès ont été enregistrés dans le cadre de programmes, stratégies, politiques et cibles connexes</p> <ul style="list-style-type: none"> Données factuelles sur les progrès enregistrés en vue d'atteindre des objectifs stratégiques ? Plans sectoriels mis en œuvre comme prévu ? Stratégies sectorielles sur la bonne voie ? Les rapports sur l'avancement montrent que l'aide est en voie d'atteindre des cibles ? 	<p>L'apport global de l'aide consacrée dans le secteur en question ; prévisibilité et déboursement</p> <p>Dialogue actif et productif sur les politiques dans le secteur visé ?</p> <p>Alignement de l'aide avec les programmes, stratégies, politiques sectoriels et avec les objectifs connexes</p> <p>Stratégies et plans sectoriels financés conjointement (gouvernement et donneur) en vue d'atteindre les cibles nationales</p>	<p>[Voir les « Lignes directrices pour les études sectorielles par traceur » - Annexe C contenant un ensemble détaillé de marqueurs/d'indicateurs de progrès avec lesquels travailler les questions soulevées dans cette colonne. Ils couvrent :</p> <ul style="list-style-type: none"> L'efficacité de l'acheminement de l'aide Gestion et utilisation de l'aide dans le secteur Partenariats 		

20 En 2009, lors de la première série d'ateliers régionaux, la santé a fait l'objet d'un débat et il a été convenu qu'il s'agissait d'un secteur standard étant donné que pratiquement tous les pays et les donateurs en ont fait une priorité; que beaucoup des pratiques préconisées par la Déclaration s'y appliquent, qu'il est bien documenté et qu'il reçoit différentes formes d'aide, certaines inspirées par la DP, d'autres pas – par exemple les fonds verticaux destinés à la santé.

21 Le mélange des modalités de l'aide – approches-projets, programmes, soutien budgétaire, etc. – n'est pas, comme l'indique clairement la Synthèse, un résultat du développement dans le sens où on l'entend dans les sous-questions de la Question fondamentale 3, mais les réponses à cette question étaient considérées comme fondamentales car on suppose généralement que le programme d'action de la Déclaration insiste sur la nécessité d'accroître les approches-programmes pour obtenir de meilleurs résultats.

les jugements posés soient expliqués correctement, preuves à l'appui.

La matrice est également conçue à partir des critères d'évaluation de l'aide au développement du CAD, c'est-à-dire : la pertinence, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la viabilité.²² Ces critères sont au cœur de toutes les questions fondamentales (surtout pour les études sectorielles), mais on y insiste davantage dans certaines questions. Ainsi, la Question fondamentale 1 permet d'explorer en profondeur le critère de pertinence; la Question 2, les critères d'efficacité et d'efficience, et la Question 3, l'impact et la viabilité. La Section 12 présente un compte rendu détaillé de la manière dont l'Évaluation a été appréhendée au regard des Normes de qualité du CAD-OCDE pour l'évaluation du développement.

Pour s'assurer que les engagements pris dans la Déclaration et le Programme d'action d'Accra à l'égard du genre et de l'exclusion soient couverts par les évaluations, la Matrice a également fait l'objet d'un examen approfondi pour y intégrer ces enjeux. Dans le cadre de cet exercice, on a misé sur l'expertise de l'Équipe principale en matière de genre et d'exclusion, puis un grand spécialiste en matière de genre et d'efficacité de l'aide s'est assuré de la qualité du travail.

Enfin, la Matrice a été peaufinée et avalisée à la suite d'une série de consultations avec le Groupe de référence international, le Groupe de gestion de l'Évaluation, les groupes de référence nationaux et les équipes chargées des évaluations. Des discussions ont également eu lieu sur cette question dans le cadre d'une série d'ateliers régionaux, principalement avec les équipes d'évaluation, car la plupart d'entre elles n'avaient pas encore été mises sur pied pour participer à la première série de consultations. La version définitive de la Matrice a été appliquée à toutes les évaluations nationales et représentait le fondement de tous les rapports d'évaluation nationale.

Études de l'administration centrale des donateurs

L'atelier préparatoire sur les évaluations de l'administration centrale des donateurs, qui a eu lieu à Londres en septembre 2009, a marqué le début des travaux de l'Équipe principale sur cette question. C'est dans le cadre de cet atelier qu'il a été décidé que le cahier des charges de la Phase 1 servirait aux études menées dans le cadre de la seconde phase. L'Équipe principale a ensuite élaboré un Cahier des charges générique destiné aux études des donateurs qui, dans ses grandes lignes, reprenait le cahier des charges de la Phase 1, tout en intégrant la méthodologie adoptée pour la Phase 2 de l'Évaluation. Le Groupe de référence international a donné son aval à ce document en janvier 2010.

On a ensuite mis au point une matrice destinée aux études de l'administration centrale des donateurs, permettant de concrétiser le cahier des charges et suggérant d'intégrer des éléments clés calqués sur les questions de la Matrice opéra-

tionnelle des évaluations nationales. En avril 2010, la Matrice des donateurs a été distribuée aux coordinateurs des études/équipes des études, pour aider à guider leurs travaux et ainsi veiller à ce que les études aient une base commune et concordent avec les études de la Phase 1 et les évaluations nationales en cours.

En même temps, l'Équipe principale a communiqué avec les donateurs ayant participé à la Phase 1 afin de les encourager à effectuer une mise à jour de leurs rapports de la première phase. On a également distribué des lignes directrices pour que les mises à jour de la Phase 1 soient appréhendées de manière à étayer la Phase 2 de l'Évaluation. Pour ce faire, il a été proposé de répondre à trois questions centrales :

1. Quels changements ont été proposés et mis en oeuvre à la suite de la Phase 1 de l'Évaluation ?
2. Est-ce que le Programme d'action d'Accra a donné un nouvel élan au processus de mise en oeuvre de la Déclaration et permis d'apporter des changements particuliers ?
3. Quels rapports ont été présentés devant des structures nationales ou internationales de responsabilisation relativement à la Déclaration (avec exemplaires des rapports à l'appui) ?

Les débats du Groupe de référence international en juin 2010 ont permis de se mettre d'accord sur ce qui motivait cette approche. Cependant, la mise en oeuvre des études ne traduit pas toujours cette motivation. Dans certains cas, la planification d'études particulières était déjà bien avancée. Il n'a donc pas été possible d'intégrer certains éléments aux études ou à la matrice des donateurs elle-même, par exemple des questions calques.

Méthodes des études individuelles

Pour répondre à la Matrice et poser un jugement sur la direction prise et le rythme de la mise en oeuvre, ainsi que sur le chemin parcouru – tant dans les études nationales que dans celles des donateurs, et pour répondre aux questions-calques dans le cadre des études des donateurs – il fallait passer en revue de nombreuses sources de données probantes et avoir recours à différentes techniques. Même si elle conseillait les équipes quant à la méthode à appliquer, afin d'assurer la cohérence, l'Équipe principale était tout à fait consciente que ces dernières étaient libres de choisir la méthode convenant le mieux à leur contexte. Il a également fallu tenir compte des contraintes en matière de capacités et de ressources.

Le Cadre d'évaluation et la Matrice opérationnelle présentent une série de méthodes appropriées, dont certaines répondent spécifiquement au défi de faire la preuve de la contribution. En ce qui a trait à la triangulation et à la validation, les équipes devaient adopter plusieurs méthodes et se servir de l'ensemble des outils permettant d'explorer les différentes questions de l'Évaluation, ou appliquer toute autre méthode convenant mieux (c'était possible, mais aucune ne l'a fait).

²² See OECD DAC Standards for Development Evaluation (OECD DAC 2010)

Pour appuyer les études, des **Conseils méthodologiques** ont été offerts dans le Cadre d'évaluation, qui recommandait les méthodes à utiliser. La Matrice elle-même proposait également d'avoir recours à des méthodes bien particulières pour répondre à chaque question et sous-question de l'Évaluation, et pour cerner les résultats provisoires (Question 2). Ces conseils ne se voulaient pas directifs, mais visaient plutôt à conseiller les équipes, à faciliter l'exercice de triangulation en mettant l'accent sur une approche comprenant plusieurs méthodes, et à obtenir le niveau voulu de cohérence pour toutes les études. L'Équipe principale a également distribué un certain nombre de notes explicatives, décrites ci-dessous (par exemple sur l'utilisation des preuves), destinées aussi bien aux équipes chargées des évaluations nationales qu'à celles chargées des études des donateurs, ainsi que des commentaires détaillés écrits sur la méthodologie proposée dans les rapports initiaux.

En bref, les méthodes suivantes ont été proposées dans les Conseils méthodologiques et la Matrice opérationnelle de pays. Toutes les études ont appliqué certaines de ces méthodes, beaucoup ont appliqué la plupart d'entre elles, mais aucune ne les a toutes appliquées.

i) Analyse de la littérature et de la documentation : Sources relevées lors de l'examen de la littérature fait dans le cadre de l'exercice de synthèse, et d'autres sources, courantes et pertinentes, aux niveaux national et sectoriel, notamment des déclarations, politiques, stratégies et plans, évaluations, examens, vérifications et autres évaluations (nationales, internationales, locales et externes), données statistiques, etc.

ii) Analyse quantitative et statistique : Tendances nationales et internationales entourant les indicateurs de la pauvreté, du développement, ainsi que les indicateurs sociaux et économiques, données sur l'aide, etc.

iii) Matériel d'enquête : Matériel d'enquête commun (décrit ci-dessous). (La plupart des équipes s'en sont servi pour des entretiens en face à face, d'autres les ont adaptés pour faire des enquêtes en ligne)

iv) Entretiens et groupes de discussion : Visait la participation d'un grand nombre de parties prenantes importantes – représentants du gouvernement, parlementaires et autres politiciens, agence de donneur, société civile et secteur privé.

v) Analyse des parties prenantes : Méthode particulièrement adaptée à la Q1, portant sur le contexte, ainsi qu'à l'analyse de l'environnement qui prévalait avant 2005. Parties prenantes suggérées : personnes clés, groupes de personnes, institutions.

vi) Études de cas : Lorsqu'il est nécessaire d'explorer des thèmes ou des secteurs particuliers, ou de les donner en exemple. (En

fait, les études sectorielles de la Q3 sont les seules qui ont été faites, surtout d'un point de vue longitudinal).

vii) Autres approches méthodologiques et autres formes d'analyse : Schématisation des résultats, analyse des décisions, interrogation appréciative et repérage des changements les plus importants. (Dans les rapports initiaux, quelques équipes ont proposé de schématiser les résultats et de retracer les changements les plus importants, cependant elles n'ont pas utilisé ces méthodes dans le cadre des études, peut-être à cause d'un manque de ressources).

Outil d'enquête nationale : Pour aider les principaux partenaires à mener leurs enquêtes, on a créé un *outil d'enquête nationale* s'appuyant sur les principaux axes de recherche de la Matrice. L'outil a été mis à l'essai et sa version définitive a été mise à la disposition des équipes. Cet outil s'est avéré exhaustif et devait servir de base à l'élaboration d'instruments adaptés aux besoins de chaque équipe. Il a été largement utilisé, certaines équipes l'ont adapté aux besoins de leurs études spécifiques, tandis que d'autres s'en sont servi tel quel.

Utilisation des preuves

Dans le cadre de la Phase 1, on avait insisté sur le fait qu'il était important d'étayer les constats par des preuves. Dans le cadre de la Phase 2, il était essentiel de veiller à ce que chaque rapport appuie ses constats sur des preuves pouvant servir au moment de la Synthèse.

Ceci a été réglé de deux manières. D'abord, en distribuant une note explicative portant sur l'utilisation des preuves, dans laquelle on demandait aux équipes de s'appuyer sur des preuves entendues par tous comme « suffisantes »²³, et de les évaluer du point de vue de leur pertinence, de leur fiabilité et de leur validité. Ensuite, en signalant que les indicateurs de l'Enquête de suivi de la Déclaration de Paris pouvaient, avec d'autres sources de preuves, servir à l'exercice de triangulation et de vérification. La note présentait un exemple.

Liens avec l'Enquête de suivi de la Déclaration de Paris

Étant donné que la Phase 2 de l'Évaluation et l'Enquête de suivi 2011 de la Déclaration de Paris avaient lieu en même temps, certains participants désiraient mieux comprendre les liens entre ces deux exercices, et leurs différences. Ils ont également exprimé certaines inquiétudes face à la confusion qui régnait autour des personnes-ressources qu'il fallait interroger. On a donc distribué une note explicative – en collaboration avec le secrétariat de l'Enquête de suivi – intitulée : **Évaluation et suivi de la Déclaration de Paris : différences et complémentarités**. On y faisait état des points communs et différents des deux exercices et on y expliquait les enjeux entourant la

²³ « Par "suffisamment", on veut dire la quantité d'information nécessaire pour offrir un fondement convaincant au contenu du rapport d'évaluation, c'est-à-dire que le poids de la preuve doit être globalement suffisant pour convaincre une personne raisonnable que les observations et les conclusions qu'on lui présente sont valides ». Lignes directrices concernant les évaluations de DANIDA (2006, p. 69)

gouvernance, le calendrier et la charge de travail. Cette note précisait que l'Enquête avait son importance dans le cadre de l'Évaluation puisque ses indicateurs étaient repris dans la Matrice (et qu'il était suggéré de faire référence aux résultats des enquêtes de suivi de 2006 et 2008), mais que les questions et sous-questions de l'Évaluation avaient une portée plus large exigeant de recourir à d'autres méthodes.

5. Études supplémentaires

Dans le cadre de la Phase 1, on a commandé un certain nombre d'études thématiques visant à approfondir nos connaissances dans des domaines particulièrement importants pour l'Évaluation. Ces études ont notamment porté sur le déliement de l'aide²⁴, la pertinence de la Déclaration dans des situations fragiles et de conflits²⁵ et sur le développement des capacités statistiques.²⁶

Afin de poursuivre ces efforts dans la seconde phase de l'Évaluation, on a commandé un certain nombre d'études supplémentaires en 2009 et 2010. Au nombre de ces dernières, signalons une étude sur la région de l'Amérique latine et des Caraïbes (réalisée en collaboration avec l'Organisation des États américains) et une autre sur les Ressources du développement sortant du cadre de la Déclaration de Paris.²⁷

Quatre autres études spécialisées ont été proposées, mais n'ont pas été faites pour différentes raisons :

1. Genre et exclusion sociale – L'Équipe principale a pris en considération le cahier des charges proposé, mais était d'avis que les pays participants n'avaient pas une compréhension généralisée du concept d'« exclusion sociale » (ce qui s'est confirmé lors du premier atelier régional en Asie du Sud-Est). Par conséquent, cette question a été mise en relief au moyen de la sous-question 3c et des indicateurs/marqueurs de progrès de la Matrice.

2. « Les coûts transactionnels » – bien que ce terme fasse largement partie du discours sur l'efficacité de l'aide, une définition n'a pas encore été arrêtée à l'échelle internationale.

24 Clay, E., Geddes, M., Natali, L. et Velde, D. (2008) *Thematic Study: The Developmental Effectiveness of Untied Aid: Evaluation of the Implementation of the Paris Declaration and of the 2001 DAC Recommendation on Untying ODA to the LDCs Phase 1 Report*, Copenhague, Ministère des affaires étrangères du Danemark.

25 OPM/IDL (2008) *Evaluation of the Implementation of the Paris Declaration: Thematic Study - The applicability of the Paris Declaration in fragile and conflict-affected situations* Copenhague: Ministry of Foreign Affairs Denmark.

26 OPM (2009) *Evaluation of the Implementation of the Paris Declaration: Thematic Study – Support to Statistical Capacity Building, Synthesis Report*, Copenhague, Ministère des affaires étrangères du Danemark.

27 FORO Nacional Internacional (2010) *Development Resources Beyond the Current Reach of the Paris Declaration* Copenhague, Ministère des affaires étrangères du Danemark.

Une première étude²⁸ commandée par le Secrétariat (« Préparation d'une note conceptuelle et d'un cahier des charges en vue d'évaluer les coûts transactionnels nets liés à la mise en œuvre de la Déclaration de Paris » [*Traduction*]) a montré que beaucoup ne connaissaient pas le terme, qu'il n'était pas utilisé correctement du point de vue des économistes et qu'il ne s'agissait pas d'un concept utile dans le contexte de l'analyse. Avec l'accord du Groupe de gestion, il a donc été décidé de plutôt intégrer à la Matrice le concept de « fardeau incombant à chacun dans le cadre de la gestion de l'aide ».

3. Gestion axée sur les résultats – Le Groupe de gestion n'a pas retenu une note conceptuelle préparée par l'Équipe principale, car il estimait que la question devrait être traitée normalement aux côtés des autres principaux enjeux figurant dans la Matrice de l'Évaluation. On a plutôt demandé à l'Équipe principale d'approfondir son étude de la gestion axée sur les résultats au moyen d'un examen de la littérature et des initiatives récentes – exercice qui a débouché sur un document de travail interne.

4. La culture de l'industrie de l'aide : Cette proposition est issue du deuxième atelier régional tenu au Vietnam, mais on a jugé qu'elle n'entrait pas dans le cadre de cette évaluation.

Enfin, dans le cadre de l'examen d'enjeux cruciaux, l'Équipe principale a elle-même produit une série de documents de travail internes, y compris une étude sur les connaissances actuelles en matière d'efficacité de l'aide dans des situations de fragilité, le financement d'initiatives dans le domaine des changements climatiques, l'évolution de la position et du travail des organisations de la société civile face à la Déclaration et au Programme d'action d'Accra, et une étude visant à élargir la base de savoir sur la gestion axée sur les résultats.

6. L'expérience des évaluations nationales et des études de l'administration centrale des donateurs : Application de l'approche et de la méthodologie

Les évaluations nationales et les études de l'administration centrale des donateurs ont commencé en avril 2010. Elles n'ont cependant pas toutes commencé en même temps; un pays a commencé en février 2010 et terminé son rapport en août, tandis qu'un autre était toujours en train de négocier ses marchés nationaux en octobre de la même année. Mais à quelques exceptions près, entre juin et septembre 2010, la majorité des études étaient déjà bien avancées.

28 Lawson, A (2009) *Evaluating the Transaction Costs of Implementing the Paris Declaration, Concept Paper*.

Soutien et renforcement des capacités

Consciente de la complexité de l'approche et de la méthodologie adoptées, et du fait que l'Évaluation avait la fonction parallèle de développer les capacités, l'Équipe principale a conçu un programme ciblé de soutien aux études des pays et à l'administration centrale des donateurs. Celui-ci a pris deux formes. Premièrement, un soutien technique continu a été fourni aux équipes. Deuxièmement, des notes explicatives permettant de répondre à des besoins particuliers ont été développées et distribuées.

1. Soutien ciblé

Évaluations nationales : Étant donné qu'il est difficile de procéder à une analyse rigoureuse au niveau agrégé dans le cadre d'une évaluation décentralisée, le cahier des charges de l'Équipe principale prévoyait que l'Équipe devait « *faciliter la cohérence et la qualité des études nationales et des études des donateurs/agences pour que ces dernières offrent au processus de synthèse une base fiable, utile et qui fasse autorité* ». En mai 2010, le Groupe de gestion de l'Évaluation a approuvé une proposition de l'Équipe principale visant à intensifier le niveau d'appui ciblé et adapté aux équipes nationales, se justifiant par l'ampleur et la portée de l'Évaluation au niveau des pays, les capacités que cela exigeait et par le fait que l'Équipe principale connaissait les conditions propres à chaque pays.

Par l'entremise du coordinateur national, on a d'abord nommé un membre de l'Équipe principale afin qu'il occupe la fonction de personne-ressource auprès de chaque équipe chargée des évaluations nationales. Cette personne avait pour mandat d'offrir des conseils sur les aspects techniques de l'Évaluation.

Pour assumer cette fonction de conseiller technique, il fallait trouver un équilibre permettant de respecter l'autonomie de chaque équipe – c'est-à-dire son objectivité et son indépendance – et de s'engager suffisamment pour que l'information circule librement, qu'il s'agisse de questions, d'explications à donner, etc. Après discussion, l'Équipe principale a mis au point un programme de soutien principalement axé sur l'interprétation et l'utilisation de la Matrice et sur la manière d'utiliser les outils, approches, mécanismes et méthodologies propres à l'Évaluation.

Les conseils et l'appui ont été fournis au moyen de rencontres en face-à-face, d'appels téléphoniques, de vidéoconférences, de Skype, et de courriels. Entre juin et novembre 2010, il y a eu au moins une réunion avec les équipes chargées des évaluations, à l'exception de quatre d'entre elles (Îles Cook, Sénégal, Ghana et Mali, avec qui les échanges se sont déroulés virtuellement). Le niveau de soutien a été adapté aux besoins de chaque équipe; certaines exigeant un engagement plus prononcé, et d'autres se contentant de poser des questions au besoin et d'avoir des discussions plus soutenues à certaines étapes (Rapport initial, première analyse, rapport provisoire). D'autres discussions individuelles ont eu lieu dans le cadre de l'atelier de décembre 2010 consacré aux Constats émergents.

Les membres de l'équipe principale sont restés en contact étroit avec les équipes et ont suivi l'évolution de ce qui était produit dans le cadre du processus. Ils ont ainsi eu un bon aperçu des méthodes qui étaient appliquées (dans la plupart des cas, des techniques qualitatives et quantitatives standard), des difficultés liées à la Matrice (surtout liées à l'analyse des contributions) et de l'application des échelles d'évaluation fournies (devant lesquelles plusieurs études ont hésité). On s'est appuyé sur un modèle normalisé pour envoyer par écrit aux coordinateurs nationaux des observations sur le Rapport initial et le Rapport provisoire. Dans le cadre de cet exercice, on n'a pas manqué de reconnaître qu'il revenait principalement au Groupe de référence national de faire des observations substantives, et que le rôle de l'Équipe principale se limitait à s'assurer que chaque rapport contribuait au processus de Synthèse.

Ce soutien aux équipes s'explique par un autre aspect crucial : le développement des capacités. Il ne fait aucun doute que la majorité des équipes d'évaluation ont trouvé que la Matrice et sa logique des résultats posaient bon nombre de défis. Pour plusieurs, il fallait acquérir une nouvelle compréhension et de nouvelles capacités pour passer du concept d'attribution à celui de contribution, et pour en faire l'analyse. Pour s'assurer que les évaluations de certaines équipes fourniraient tous les éléments nécessaires au processus de Synthèse, il était parfois indispensable d'offrir un soutien intensif. Les équipes semblent avoir bien reçu les différentes formes de soutien, qu'il s'agisse de conseils, d'explications détaillées, d'exemples servant à illustrer différents enjeux, des termes de travail de l'Évaluation, ou d'observations sur le Rapport initial et le Rapport provisoire. Le résultat des rapports d'évaluations nationales montre que ce soutien a été précieux.

Études sur l'administration centrale des donateurs : pour ce qui est du soutien aux donateurs, un membre de l'Équipe principale leur était dédié. Il était chargé de conseiller les équipes lorsqu'elles en faisaient la demande et de rester au courant des progrès généraux des travaux.

2. Conseils

Étant donné l'ampleur et la portée de la Matrice pour les équipes d'évaluation, et la complexité des analyses qu'il fallait faire, un certain nombre de documents d'orientation ont été produits et distribués, notamment un glossaire, des notes explicatives sur l'assignation de contrats aux équipes nationales, sur l'attribution et la contribution, sur l'utilisation des preuves, sur les capacités institutionnelles et le capital social (question 3c) et, dans certains cas, un document d'orientation sur la manière de traiter la Phase 2 de l'Évaluation dans des situations fragiles.

Étant donné la complexité des enjeux entourant la notion d'« aide » – on a élaboré et distribué une note explicative intitulée « Qu'est-ce que l'aide dans le contexte de la Déclaration de Paris et de l'Évaluation » qui délimite les

paramètres de l'aide dans le contexte de l'Évaluation, en s'appuyant largement, mais pas exclusivement, sur la définition que le CAD-OCDE donne de l'Aide publique au développement.²⁹ Cette note comprend également un tableau sur la manière dont les différentes catégories de ressources (provenant par exemple de donateurs qui ont entériné ou pas la Déclaration de Paris) doivent être traitées.

3. Données résultantes

Les données recueillies grâce à l'application d'une matrice assez normative, et d'un soutien et d'un encadrement ciblés ont permis d'obtenir des résultats clairs. Tel que décrit ci-dessous, au stade de l'analyse des résultats provisoires, et lors des stades ultérieurs, on disposait d'une base de données factuelle beaucoup plus rigoureuse et cohérente que lors de la première phase. Les échelles d'évaluation n'ont toutefois pas été appliquées par l'ensemble des participants, certains les ont appliquées systématiquement, tandis que d'autres ont évité de se prononcer sur les progrès réalisés. La section 7 ci-dessous fait état de la manière dont ce défi a été relevé par l'équipe principale.

7. Le Processus d'analyse et de synthèse

La Phase 1 nous a appris qu'il était nécessaire de bien définir le processus de Synthèse au tout début de l'Évaluation. Ceci est particulièrement important dans la mesure où l'Évaluation débouche sur une série de constats provenant de contextes aussi nombreux que variés, et ce, même lorsque le cadre d'évaluation a été appliqué spécifiquement pour faciliter la synthèse de plusieurs cas.

Dans le cadre de la Phase 2, l'exercice de synthèse a posé deux grands défis. D'abord, trouver une approche suffisamment rigoureuse pour permettre de rassembler un contenu divers issu d'une série de contextes hétéroclites, afin de pouvoir les comparer au niveau agrégé. Ensuite, s'assurer de la validité et de la fiabilité des constats et des conclusions au niveau de la synthèse. Dans la section ci-dessous, on décrit la manière dont ces défis ont été relevés.

Étape 1 : Constats émergents

On a demandé à l'Équipe principale de produire une note sur les constats émergents, qui devait être terminée en novembre 2010. Pour ce faire, les équipes chargées des évaluations

²⁹ « tous les apports de ressources qui sont fournis aux pays et territoires sur la Liste des bénéficiaires d'APD, ou à des institutions multilatérales, et qui répondent aux critères suivants : (a) émaner d'organismes publics; (b) dans le but de favoriser le développement économique et l'amélioration du niveau de vie; (c) être assortis de conditions favorable comportant un élément de libéralité (s'il s'agit d'un prêt, il doit avoir un élément de libéralité au moins égal à 25 p. 100). La coopération technique fait également partie de l'aide. Les subventions, prêts et crédits à des fins militaires en sont exclus. Les paiements de transfert à des particuliers n'en font généralement pas partie » [Traduction] Source : DAC Glossary of Key Terms and Concepts, www.oecd.org/dac/glossary

nationales et des études des donateurs devaient remettre leur premier rapport provisoire avant la fin octobre 2010. Étant donné que le calendrier était serré et que certaines équipes accusaient du retard, on s'attendait à ce que l'état de préparation des documents reçus soit très variable.

Le processus analytique : Pour être en mesure d'analyser les documents dans les délais serrés qui étaient impartis, et pour relever certains des défis signalés ci-dessus, l'Équipe principale a préparé un modèle détaillé de filtre pour l'analyse. Pour ce faire, les examinateurs désignés de l'Équipe ont cerné et analysé les constats émanant des différents rapports selon les paramètres des questions fondamentales et des sous-questions de la Matrice. Simultanément, pour s'assurer que les preuves données à l'appui des constats étaient suffisantes (une autre leçon apprise lors de la première phase), les examinateurs devaient évaluer la qualité des preuves présentées et la clarté de l'analyse.

L'outil analytique comprenait des grilles d'évaluation permettant d'évaluer les paramètres suivants :

Pour les constats	Pour les conclusions
Transparence et couverture des données	La mesure dans laquelle on répondait aux questions
Fiabilité et exactitude des données	Clarté de l'analyse

Les examinateurs devaient aussi préciser les principales sources de preuves utilisées pour chaque question, pour ainsi poser un jugement global sur les principaux types de preuves, les lacunes, etc.

Comme prévu, à la date d'échéance, l'équipe de l'Évaluation avait reçu des documents d'états de préparation inégaux. Il y avait un rapport complet et approuvé, plusieurs versions provisoires, des versions préliminaires, et de premières ébauches qui n'avaient pas encore été approuvées, mais que les équipes avaient mis à la disposition de l'Équipe principale. Dans certains cas, rien n'a été reçu, notamment deux études d'agences de donateurs et une évaluation nationale.

À ce moment-là, il a été clair que l'aide technique offerte par l'Équipe principale avait porté fruit et que grâce à elle, les équipes avaient pu mieux comprendre l'approche et les termes utilisés dans le cadre de l'Évaluation, faire les travaux de recherche et d'analyse entourant la Matrice et traiter des questions de contribution et d'attribution. En général, la base des preuves disponibles était prometteuse, comme il est évident dans les évaluations de « Fiabilité et précision des données ». Cependant, la qualité et l'état de préparation du matériel reçu demeuraient très inégaux. Tel que mentionné, dans plusieurs rapports, l'échelle de notation recommandée n'avait pas été appliquée à l'analyse, ou du moins cela n'apparaissait pas dans le matériel provisoire. De plus, le fait que presque tous les documents étaient sous embargo venait compliquer davantage les choses – c'est-à-dire qu'ils n'avaient

pas été approuvés par les groupes de référence nationaux ou par les groupes de référence des donateurs – il n'était donc pas possible de les citer dans le rapport sur les Constats émergents (et les équipes ne pouvaient donc pas vérifier l'exactitude des données).

Malgré ces défis, pour préparer le rapport, on a appliqué un modèle de filtre au matériel dont on disposait. Il s'est avéré extrêmement utile pour dégager l'ensemble des constats se trouvant dans un grand nombre de documents hétéroclites (il a aussi permis d'élaborer un modèle composite pour chaque question et sous-question); et pour cerner les endroits où il y avait des lacunes et des faiblesses au niveau des preuves. Le travail d'analyse des rapports a commencé le plus tard possible, pour disposer d'un nombre maximum de rapports. Mais ce travail devait aussi débiter assez tôt pour que les participants à l'atelier puissent recevoir à temps la Note sur les constats émergents et ainsi se préparer à l'Atelier.

Regroupement des constats émergents : Pour regrouper la variété des constats figurant dans les documents disponibles à cette étape, l'Équipe principale a suivi la démarche suivante :

- Extraire les premiers constats émergents grâce au modèle de filtre tout en faisant une première vérification des preuves à l'aide des paramètres d'évaluation signalés ci-dessus.
- Faire contre-vérifier les modèles parmi les membres de l'Équipe principale pour s'assurer de la rigueur et de l'intégrité des données (une fois rempli, chaque modèle de filtre a été remis à un autre membre de l'équipe à des fins de vérification des données et de la qualité).
- Regrouper les constats émergents de chaque évaluation par question et sous-question.
- Analyser les constats regroupés dans tous les rapports et classer les réponses par catégorie, cette fois-ci en faisant référence à des rapports particuliers.

L'équipe principale s'attendait à ce que les réponses aux questions fondamentales fournissent des sources principales des données recueillies par les pays, ce qui a été corroboré au stade des résultats provisoires. L'importance de ces données s'est alors confirmée, de même que l'utilité des efforts extensifs de collaboratives déployés pour élaborer la matrice des évaluations de pays.

Une fois l'ébauche du rapport sur les constats émergents terminée, comme l'exigeait l'embargo, les citations et les références à des rapports particuliers ont été supprimées en vue de préparer la version destinée à la distribution (mais l'Équipe principale a conservé une version de l'ébauche contenant les citations, à des fins de référence).

Validation de la note sur les constats émergents : La note sur les constats émergents, comprenant le résumé des principaux

constats (sans aucune citation) a été présentée aux membres du Groupe de référence international et aux équipes chargées des évaluations nationales et des études de l'administration centrale des donateurs lors de l'atelier sur les constats émergents, organisé par le gouvernement de l'Indonésie, en décembre 2010. Tous les pays et donateurs participants à l'Évaluation avaient un représentant à l'atelier, à l'exception de la Bolivie.³⁰

L'atelier sur les constats émergents avait un certain nombre d'objectifs :

- Saisir les principaux constats présentés dans les rapports provisoires en date du 1^{er} novembre, ainsi que les ajouts, explications, nuances, différences et questions émergeant des débats
- Suivre les questions de l'Évaluation et de la Matrice élaborées lors des consultations régionales comme le cadre convenu, conformément au plan préliminaire de la synthèse.
- Orienter les équipes pour qu'elles vérifient d'autres points avant de terminer leurs rapports, et guider l'Équipe principale dans ses préparatifs en vue d'analyser les rapports définitifs et d'autres contributions.
- Donner une idée de la direction que semblait prendre l'ensemble de l'Évaluation et soulever toute nouvelle préoccupation.

L'atelier était organisé autour d'un processus structuré d'observations et de validation permettant à chaque représentant de présenter son rapport, puis d'avaliser le texte provisoire des constats émergents, ou de faire des observations en fonction du contenu de son propre rapport. Cet exercice a été particulièrement difficile dans la mesure où il n'était pas possible de faire référence à des rapports particuliers – les équipes n'étaient donc pas en mesure de vérifier directement si leurs constats étaient pris en considération, ni à quel endroit dans le texte.

Étant donné qu'il manquait de l'information importante, à partir des remarques des participants sur les points communs de leurs rapports et de la note, et sur les points pertinents additionnels, on a dressé une liste des questions faisant l'objet d'un consensus ou d'un désaccord. Dans l'ensemble, la référence au critère de « direction du parcours » (noté comme positif dans l'ensemble) a été jugée comme véhiculant une appréciation trop positive des progrès, bien qu'il ait été souligné qu'il s'agissait seulement du seuil le moins important et que le rythme et la distance l'étaient bien davantage.³¹ Alors qu'elle examinait

³⁰ Ceci était dû à des raisons logistiques hors de leur contrôle. Un atelier a été tenu plus tard à Lima (janvier 2011) pour donner un aperçu des résultats de l'atelier sur les constats émergents et pour s'assurer que la Bolivie contribue à l'Évaluation.

³¹ Il y a eu certains désaccords : au sujet du Résultat 2v, « des politiques des donateurs réformées et simplifiées, un comportement plus collaboratif » (dans la note sur les constats émergents, on estime que les progrès sont « importants », dans certains cas « considérables », et que 11 pays sur 17 enregistrent des avancées), ce qui ne correspondait pas à l'évaluation des preuves et des observations des participants. La sous-ques-

les rapports définitifs et préparait le Rapport de synthèse, l'Équipe principale a ensuite passé attentivement en revue le résumé des contributions à l'Atelier.

L'Équipe principale a également intégré au Rapport de synthèse provisoire les nombreuses nuances et explications apportées lors de l'Atelier. Finalement, une fois la note sur les constats émergents peaufinée – et qu'y figuraient les principales lacunes, difficultés de cette étape (voir ci-dessous), les principaux thèmes soulevés dans le cadre de l'Atelier, les domaines sur lesquels on était en accord ou en désaccord, ainsi que les nuances et les ajouts présentés – elle a été distribuée pour faire l'objet d'une dernière série de commentaires.

À cette étape, les données sur les donateurs/agences n'étaient pas suffisantes, et cela représentait l'une des grandes lacunes. Il était clair qu'il faudrait prendre d'autres mesures pour intégrer les constats des études et des mises à jour des donateurs/agences de la Phase 2 à la Matrice de l'Évaluation, et élargir et approfondir autant que possible les données sur la contribution des donateurs aux efforts en vue d'accroître l'efficacité de l'aide.

À la suite des débats qui avaient eu lieu en Indonésie, l'équipe colombienne, avec l'aide de l'équipe sud-africaine, a également fait des travaux supplémentaires pour dégager des caractéristiques semblables à partir des rapports de cinq pays « à revenu intermédiaire » participant à l'Évaluation (la Colombie, l'Afrique du Sud, le Vietnam, l'Indonésie et les Philippines). Ces contributions étaient destinées à être prises en considération dans le cadre du processus de synthèse.

tion Q3b sur l'égalité entre les sexes et l'exclusion a également fait l'objet de doutes car on dégageait une tendance positive dans la note sur les constats émergents. L'Équipe principale a décidé de résoudre ces questions dans le cadre du processus de synthèse.

Étape 2 : Rapport de synthèse

Au moment de la Synthèse, l'Équipe principale devait « [synthétiser] les résultats de tous les éléments générés par la Phase 2 et la Phase 1 de l'évaluation ainsi que de toute la documentation annexe; cette synthèse [étant] intégrée au Rapport de synthèse principal, axé sur les politiques, qui sera présenté au Forum de haut niveau de Séoul ». ³²

Une fois la Note sur les constats émergents validée, les équipes d'évaluation ont présenté les rapports définitifs afin qu'ils soient examinés début janvier, certaines versions définitives approuvées n'ayant été reçues que plus tard dans ce mois. En plus de continuer à analyser et à synthétiser les rapports d'évaluation, l'Équipe principale s'est penchée sur les difficultés dont il avait été question dans le cadre de l'Atelier sur les constats émergents. Les mesures suivantes ont été prises :

Tenir un atelier sur des « mesures spéciales » à l'intention de la Bolivie, pour discuter de l'atelier sur les constats émergents	Tenu à Lima, les 13 et 14 janvier 2011, avec la participation de l'Équipe principale et du Secrétariat de l'Évaluation
Trouver d'autres données sur les donateurs pour broser un tableau complet	L'Équipe principale a étudié les autres sources possibles de preuve. Elle a essayé d'utiliser les données de l'Étude de suivi pour pouvoir faire des comparaisons avec l'ensemble des donateurs, mais ceci n'était ni exhaustif ni crédible. Elle s'est alors tournée vers d'autres nouveaux travaux intéressants, notamment le classement récent de la Brookings' Institution/Center for Global Development Quality of Official Development Assistance et les travaux de la Banque mondiale, « Aid Quality and Donor Rankings », mais ceux-ci se sont avérés expérimentaux (comme le soulignent leurs auteurs respectifs), et ils dépendaient aussi beaucoup des données de l'Étude de suivi. Finalement, l'Équipe principale a pu compléter les données dans certains domaines grâce à la publication de nouveaux rapports d'examen par les pairs, et d'autres documents du CAD et du Groupe de travail sur l'efficacité de l'aide, ainsi qu'en ayant recours de nouveau aux constats de la Phase 1.
Intégrer le matériel provenant des études supplémentaires et d'autres ressources	Prendre en considération la documentation sur les États fragiles, le déliement, les capacités statistiques, et les caractéristiques des pays à « revenu intermédiaire », ainsi que des principales études réalisées (voir ci-dessus); effectuer une brève mise à jour du travail et de la position émergente des OSC face à la Déclaration et au Programme d'action d'Accra
Intégrer les données de l'Étude de suivi et d'autres documents pertinents provenant du Groupe de travail sur l'efficacité de l'aide et du CAD	Analyser les données de la dernière Étude de suivi faite en février 2011; examiner les nouveaux rapports des examens par les pairs; intégrer les derniers documents du Groupe de travail, y compris sur les engagements immédiats du Plan d'Accra (systèmes nationaux et prévisibilité, décentralisation des donateurs et transparence), ainsi que les documents sur l'efficacité de l'aide et le financement de la lutte contre les changements climatiques/de la prévisibilité de l'aide

³² Cadre d'évaluation, p. 6

Analyse : De janvier à la mi-février 2011, chaque rapport définitif de la Phase 2 a été analysé et mis à jour en fonction des questions et sous-questions de la Matrice de l'Évaluation. Dans la mesure du possible, les modèles de filtre ont été remplis ou mis à jour. S'il n'était pas possible de le faire, parce que les rapports étaient en retard ou que les capacités étaient limitées, les constats étaient intégrés à une version continuellement mise à jour du rapport validé sur les constats émergents, comprenant des références et des citations. Dans le cadre de ce processus, on a utilisé les mêmes paramètres que le modèle de filtre entourant la validité et la fiabilité de l'information et les jugements posés ont été consignés.

Cet exercice a débouché sur une base de preuves composite permettant de retracer une série de thèmes et les éléments cruciaux du texte explicatif ont pu être dégagés pour procéder à l'analyse et au travail de synthèse. Cet exercice comprenait les constats faits dans l'ensemble des évaluations nationales et études des donateurs en réponse aux questions fondamentales, aux sous-questions et aux résultats intermédiaires de la Matrice. Il a représenté la principale source de preuves pour le Rapport de synthèse. Compte tenu du principe énoncé ci-dessus, selon lequel chaque pays à l'étude représente le principal terrain de recherche, la grande partie des données factuelles ont été tirées des rapports nationaux, particulièrement ceux de la deuxième phase.

Les voies de l'analyse : Consciente que la communauté internationale souhaitait identifier les facteurs ou les tendances possibles (géographiques, thématiques ou liés aux constats) dans la mise en œuvre de la Déclaration et de ses résultats, l'Équipe principale a attentivement examiné les réponses factuelles pour voir s'il y avait des schémas. Ces réponses factuelles ont largement pu être cernées dans les réponses aux sous-questions de la Question fondamentale 1 et en tenant compte d'une série de facteurs, entre autres : la région dans lequel était situé chaque pays, son revenu et l'état de son développement, le volume de ses apports d'aide, la durée de son engagement envers l'efficacité de l'aide, son degré d'appropriation de la Déclaration, son contexte de gouvernance, les bouleversements politiques ou catastrophes naturelles qui l'ont secoué, etc.

Pratiquement aucune de ces catégories possibles n'a donné de résultat satisfaisant ni permis d'expliquer les tensions, contradictions ou cas spéciaux. Les États fragiles et à revenu intermédiaire, dont il est d'ailleurs question dans le rapport, sont les deux seuls contextes qui se sont démarqués assez clairement pour mériter une analyse spécifique. Du point de vue méthodologique, on en est arrivé à la conclusion qu'il n'est pas possible d'appliquer à une vaste gamme de contextes nationaux des hypothèses ou des catégories déterminées à l'avance – surtout lorsque ces pays participent volontairement – sans risquer de déboucher sur une impasse ou sur un regroupement artificiel ne reflétant pas la réalité de la mise en œuvre d'une Déclaration politique dans une telle variété de pays.

Genre et exclusion : Comme on l'a indiqué, la matrice des évaluations nationales a été passée au crible pour s'assurer qu'elle permettrait de recueillir des données sur les questions de genre et d'exclusion, de les analyser et d'en rendre compte. À quelques exceptions près, notamment le rapport du Vietnam, les évaluations nationales ne fournissent pas beaucoup de renseignements sur ces questions, outre les réponses à la Question fondamentale 3b, qui portait spécifiquement là-dessus. Par conséquent, au stade de la synthèse, on a décidé de regrouper les constats sur ces deux questions dans la section du rapport traitant de la question 3b.

Intégration de la Phase 1 et de la Phase 2 : Étant donné que le Rapport de synthèse devait intégrer les données factuelles de la Phase 1, on a mis au point une approche analytique rigoureuse. On a notamment procédé à un exercice de recoupement et de validation pour voir s'il y avait des tensions ou des contradictions dans les constats sur l'efficacité de l'aide présentés en réponse à la Question fondamentale 2 de la Phase 2 – l'efficacité de l'aide ayant été au centre des études de la Phase 1 à un stade préliminaire. Pour ce faire, on a mis en correspondance les constats de la Phase 1 et ceux de la Phase 2 (en s'appuyant sur les domaines globaux de l'analyse qui structurent le rapport provisoire), et exploré en détail les différences, divergences, écarts; et pris note de tout développement ou clarification, puis attentivement passé en revue ces domaines avant d'accepter chaque constat ou conclusion. En particulier, les constats de la Phase 1 ont été réexaminés du point de vue de la performance des donateurs, étant donné que les études nationales de la Phase 2 présentent peu de renseignements sur les donateurs.

Application des données provenant de l'Enquête de suivi : Pendant l'Évaluation, plusieurs études nationales ont critiqué quelques indicateurs de l'Enquête de suivi. Étant donné que, dans le cadre de l'Évaluation, ces indicateurs servaient seulement de source complémentaire de données factuelles, ou de repères à l'exercice de recoupement et de validation, cela n'a pas touché la validité des données reçues. Toutefois, on a pris note des critiques et elles ont été intégrées à la version provisoire et définitive du Rapport de synthèse.³³

Le tableau suivant présente un résumé des données factuelles sur les indicateurs de l'Enquête de suivi découlant de l'Évaluation (remarque : cette appréciation n'est pas systématique et n'a aucun autre but que de rendre compte des constats faits dans les études nationales de l'Évaluation) :

³³ Les rapports du Vietnam et de la Colombie présentent des exemples utiles.

	Indicateur pertinent, mesure utile	Mesures ou sources pertinentes, mais faibles	Pas très pertinent ou mesures ou sources très faibles
1. Les partenaires ont des stratégies de développement opérationnelles		X	
2. Systèmes nationaux fiables		X	
3. Les apports d'aide sont alignés sur les priorités nationales		X	
4. Capacités renforcées par un soutien coordonné			X
5a. Utilisation des systèmes nationaux de gestion des finances publiques	X		
5b. Utilisation des systèmes nationaux de passation de marchés	X		
6. Capacités renforcées en évitant les structures parallèles de mise en œuvre			X
7. L'aide est plus prévisible	X		
8. L'aide n'est pas liée	X		
9. Utilisation d'ententes ou de procédures communes		X	
10. Les analyses conjointes sont encouragées		X	
11. Cadres axés sur les résultats			X
12. Responsabilité mutuelle		X	

Les données de l'Enquête de suivi ont donc été appliquées à la Synthèse selon ce qui avait été prévu au début : à des fins de recoupement et de validation lorsque les indicateurs étaient signalés comme pertinents et utiles, et qu'ils étaient appuyés par des données factuelles suffisamment solides.

Processus de rédaction du rapport : Le processus de rédaction du Rapport de synthèse principal s'est fait en plusieurs étapes :

1. À partir de la base de preuves composite (y compris les Études de la Phase 1, la Phase 2 et toutes les formes supplémentaires de preuves), extraire les principaux thèmes en vue des constats
2. Faire un trajet inverse pour s'assurer que les thèmes dérivent des preuves
3. Une fois les thèmes vérifiés, les ficeler sous forme narrative

4. Une fois le texte narratif des constats rédigé, tirer des conclusions
5. Faire un trajet inverse pour s'assurer que les conclusions dérivent logiquement des constats
6. Dégager les messages clés et les recommandations

Entre janvier et février 2010, en plus de leurs échanges électroniques constants, les trois membres de l'équipe principale de rédaction ont tenu deux réunions. La première portait sur les grands thèmes émergents et sur le cadre narratif prévu. La seconde se concentrait sur les conclusions et les recommandations envisagées.

Trois autres éléments se sont avérés importants pour le cadre narratif de la synthèse, notamment à la suite de l'Atelier sur les constats émergents :

- Insister sur le rythme et la distance parcourue plutôt que sur la direction étant donné que les documents reçus au moment d'examiner les constats émergents montraient qu'il n'y avait essentiellement qu'une direction (vers l'avant). Ceci a été renforcé par l'atelier sur les constats émergents.
- Selon des critères précis, évaluer le degré de difficulté des efforts en vue d'atteindre les différents résultats, les débats sur les constats émergents ayant soulevé avec plus de force encore que les rapports les différents défis associés aux résultats attendus.
- Outre la question du degré de difficulté, intégrer les différents points de départ, car les rapports sur les constats émergents et l'Atelier lui-même ont souligné que le contexte qui prévalait avant 2005 jouait un rôle de premier plan.

Pour ce qui est des jugements globaux sur le rythme du changement et la distance à parcourir avant d'obtenir les résultats escomptés, les auteurs de la Déclaration avaient de toute évidence compris que les résultats escomptés ne pouvaient pas être obtenus dans leur intégralité en l'espace de cinq ans. Ils ont plutôt indiqué quels étaient les niveaux de réalisation qu'il fallait atteindre pour chaque indicateur de suivi sélectionné. Par conséquent, au niveau de la synthèse, les résultats escomptés étaient jugés selon une double norme : une norme relative et une norme absolue. En termes relatifs, si les rapports sur certains pays ou donateurs montraient qu'ils avaient pu, dans une large mesure, créer les conditions anticipées pour un résultat escompté, ceci était pris comme mesure du possible. Le rythme des autres pays et donateurs, et la distance qu'il leur restait à parcourir, étaient ensuite évalués en conséquence. S'il n'y avait aucune norme d'achèvement de base, l'évaluation appliquait alors une norme implicite selon laquelle la condition anticipée aurait dû être au moins à moitié réalisée en 2010. Dans ce cas, le rythme était qualifié de « rapide », et la distance à parcourir de « courte ».

Au dernier stade de la rédaction, il a été nécessaire de rehausser le niveau du rapport pour s'assurer que le texte de l'Évaluation était bien axé sur les politiques. C'était l'une des exigences du cahier des charges de l'Équipe principale, comme l'explique le Rapport initial de décembre 2009 : « *Étant donné sa nature, l'utilisation qui en est prévue et les publics qu'il vise, ce rapport sera beaucoup plus qu'un simple résumé [...] En s'appuyant sur ces fondements, le Rapport de synthèse représentera un autre niveau d'analyse permettant de dégager les tendances plus générales, les constats, conclusions, leçons et recommandations entourant la mise en œuvre de la Déclaration de Paris et (dans la mesure du possible) du Programme d'action d'Accra* ». ³⁴ Les rencontres du Groupe de référence international (GRI), y compris la séance de décembre 2010 sur les constats provisoires et la dernière rencontre d'avril 2011 à Copenhague, ont largement contribué à assurer que le niveau d'analyse voulu soit atteint.

Lors de la rédaction, on a également gardé à l'esprit l'énoncé d'intention du Rapport initial : « *Le processus de rédaction du Rapport de synthèse s'appuiera systématiquement et de façon démontrable sur les données, constats, conclusions, leçons et recommandations présentées dans les évaluations nationales, les études des donneurs et de l'administration centrale des agences et sur les autres contributions. Le rapport renverra à tous ces documents et pourra rendre compte des données avérées sur lesquelles il s'appuie, sans devenir un document lourd et saturé de notes en bas de pages* ». (p. 10) Lors de la rédaction, on s'est particulièrement soucié de l'utilité pratique du rapport. On a donc régulièrement vérifié si le texte qui était développé serait réellement utile aux pays et aux décideurs et praticiens de l'aide internationale. Par souci de transparence, on a intégré au texte du rapport les critiques émises lors du processus de l'Évaluation sur l'Enquête de suivi.

À la fin du mois de février 2011, le texte provisoire, ne comprenant ni les conclusions ni les recommandations, a été distribué aux autres membres de l'Équipe principale à des fins de commentaires et de validation. Début mars, une version complète, comprenant les principales conclusions et recommandations, a fait l'objet d'une autre série de commentaires. Le 9 mars 2011, une version provisoire du Rapport a été présentée au Secrétariat de l'Évaluation.

Validation du Rapport de synthèse définitif : Le processus de validation définitive était comme suit :

- Fin mars-avril 2011 – Le Groupe de gestion de l'Évaluation a présenté une série de commentaires. L'Équipe principale y a répondu par des commentaires (le 5 avril 2011) et par une nouvelle version du rapport (le 7 avril 2011).
- Avril 2011 – Le Rapport provisoire révisé était validé avec les équipes d'évaluation et, jusqu'à la date limite du 18 avril 2011, le Groupe de référence international a présenté ses commentaires par écrit.

- 19 avril-25 avril 2011 – L'Équipe principale de rédaction a passé en revue les commentaires du GRI et préparé une réponse exhaustive par écrit.
- 27-28 avril 2011 – le Groupe de référence international s'est réuni à Copenhague pour valider et réviser une dernière fois le Rapport de synthèse, puis pour l'approuver.

La rencontre de validation du GRI à Copenhague a permis de recueillir des commentaires sur la **qualité**, la **crédibilité** et la **clarté** de la version provisoire du Rapport. Du point de vue de la qualité et de la crédibilité, le Rapport était jugé d'avoir atteint son but. Cependant, il a été demandé d'améliorer sa présentation pour qu'elle soit plus claire. L'Équipe principale a pris note des observations, remanié le texte et présenté la version définitive du Rapport en trois langues au Groupe de gestion le 16 mai 2011.

8. Indépendance, intégrité et déontologie

Étant donné que la Phase 2 de l'Évaluation s'inscrivait dans un processus international collectif, sa crédibilité reposait sur l'indépendance et l'intégrité. Les moyens suivants ont été pris dès la conception et jusqu'à la mise en œuvre :

- Au niveau national et international, les processus de gouvernance de l'Évaluation ont été conçus de telle façon que seules les équipes d'évaluation étaient responsables du contenu de leurs rapports respectifs – d'ailleurs, le Groupe de référence national était entièrement chargé de veiller à l'indépendance des rapports nationaux.
- Dans le cadre du processus d'analyse et de synthèse, chaque rapport a fait l'objet d'une analyse préliminaire pour s'assurer de son indépendance et de sa transparence.
- Pendant toute la durée de l'Évaluation, tant au niveau national qu'international, l'accent a été mis sur l'application des Normes de qualité pour l'évaluation du développement du CAD-OCDE (voir la section ci-dessous).
- Pendant toute la durée de l'Évaluation, l'approche s'est voulue participative et consultative, tant dans le cadre des études individuelles qu'au niveau de la synthèse internationale, tel que décrit ci-dessus.
- Pendant toute la durée de l'Évaluation, l'accent a été mis sur la transparence. Ainsi, aux grandes étapes du processus, des parties prenantes externes ont passé en revue les principaux documents et versions provisoires, et une plateforme Web a été créée (l'Extranet) pour faciliter le partage de l'information (voir la section ci-dessous)

³⁴ Rapport initial, p. 9-10

- Pendant la conduite de l'Évaluation, l'accent a également été mis sur l'application des normes de déontologie prescrites, notamment la prise en considération des questions de genre et l'obtention d'un consentement éclairé, notamment auprès des personnes interrogées à qui l'on garantissait l'anonymat et la confidentialité, etc.
- Le Cadre d'Évaluation et la Matrice comprenaient des aspects liés à l'égalité entre les femmes et les hommes, aux droits de la personne et à l'inclusion sociale, qui occupent une place importante dans la Déclaration et dans le Programme d'action d'Accra.

9. Assurance de la qualité

La question de l'assurance de la qualité a fait l'objet d'une attention considérable pendant tout le processus de la Phase 2 de l'Évaluation. En mai 2010, le Groupe de référence international a approuvé et distribué un document faisant état des dispositions prises à cet égard. Ce document établissait clairement une distinction entre l'assurance et le contrôle de la qualité, et l'acceptation des conclusions de l'Évaluation.

En bref, les dispositions prises en matière d'assurance de la qualité étaient les suivantes :

- À l'échelle nationale, dans le cadre de chaque processus d'évaluation, il fallait mettre en place des systèmes internes d'assurance et de contrôle de la qualité. Le coordinateur national de l'Évaluation devait s'assurer de la qualité des rapports d'évaluation avant qu'ils ne soient soumis à l'Équipe principale aux fins de synthèse. Le cahier des charges du Groupe de référence national signalait expressément que la qualité devait être évaluée en fonction de normes de qualité pour l'évaluation, que ces dernières soient nationales, régionales ou internationales (p. ex. les Normes de qualité pour l'évaluation du développement du CAD), la préférence étant accordée aux normes nationales, s'il y a lieu.
- Pour ce qui est des études des donateurs, les coordinateurs de l'Évaluation étaient chargés d'assurer la qualité des études avant que les rapports ne soient présentés à l'Équipe principale aux fins de synthèse.
- L'Équipe principale avait pour mandat d'apporter son soutien à l'assurance de la qualité des évaluations nationales et, sur demande, des études des donateurs, en s'engageant auprès des équipes et en les appuyant.

L'assurance de la qualité du travail de l'Équipe principale se faisait à trois niveaux :

- Le contrôle et l'assurance internes de la qualité des processus de l'équipe étaient garantis par la nomination d'un membre chevronné de l'équipe de l'institution

contractuelle (IOD PARC), qui agissait à titre de gestionnaire de la qualité.

- L'assurance de la qualité du Groupe de référence international, qui a été chargé de superviser les produits de l'Évaluation, y compris les principaux documents produits par l'Équipe principale
- L'assurance de la qualité par le Groupe de gestion, qui a été chargé de passer en revue tous les produits de l'Équipe principale, de les évaluer et de les approuver.

Ces dispositions ont été détaillées et on estime qu'elles ont été efficaces.

10. Limites et risques

Dès le début de l'Évaluation, on a pris acte de ses limites et des risques. On en a fait état dans le Rapport initial et on les a confirmés dans le cadre de l'Atelier sur les constats émergents, en Indonésie. Au nombre de ceux-ci, signalons les suivants :

- Le caractère inusité d'une évaluation qui prend pour objet un vaste programme de réformes et une déclaration politique, et le fait qu'il est restrictif dans ce contexte d'avoir recours à une méthode normative d'évaluation axée sur une logique de cause à effet.
- L'ampleur et la complexité des objectifs de la Déclaration et la grande variété des contextes auxquels elles s'appliquent, mais aussi des protagonistes qui entrent en scène ce qui veut dire que l'on n'a pu appliquer que très peu de catégories, groupes ou tendances analytiques.
- Peu de données à certains égards, par exemple sur les protagonistes multilatéraux, peu nombreux dans le cadre de l'Évaluation – il n'a donc pas été possible de tirer des conclusions importantes à leur sujet.
- Peu de temps a passé depuis l'entérinement de la Déclaration en 2005 (et encore moins depuis Accra, en 2008), ce qui veut dire qu'il y a eu peu de place pour mettre en œuvre certains des changements fondamentaux escomptés.
- Il fallait trouver un équilibre entre la portée et l'intégralité, et la rigueur et la profondeur : la Matrice était vaste et détaillée, et elle a considérablement mis à l'épreuve les capacités des équipes d'évaluation.
- La base représentative des études composant l'évaluation a été limitée par le fait que les pays et agences participaient à titre volontaire, cependant les pays partenaires étaient raisonnablement bien représentés.
- On espérait que les rapports d'évaluation nationale pourraient traiter d'une bonne partie des politiques et

actions des donneurs/agences sur le terrain, mais ce ne fût pas le cas en fin de compte. Il n'a donc pas été possible d'effectuer beaucoup de recoupements entre les études de l'administration centrale des donneurs et les évaluations nationales.

- Dans le cadre de la Phase 2 des études de l'administration centrale des donneurs/agences, on a appliqué la même méthodologie que dans le cadre de la Phase 1 (et un certain nombre d'importants donneurs n'ont tout simplement pas conduit ce type d'étude), mais cette méthodologie comportait des limites. Il n'a donc pas été possible d'évaluer la performance des donneurs/agences avec autant de précision que la performance des pays car on ne disposait pas d'un grand éventail d'instruments ciblés – il a donc fallu recourir à de la documentation connexe pour combler cette lacune dans les données.
- Les rapports des pays comme ceux des donneurs ont connu des ratés et des retards, surtout au regard des ententes contractuelles avec les équipes d'évaluation et des processus d'approbation. Même si l'Équipe principale avait anticipé ces difficultés et proposé des mesures d'atténuation en offrant un soutien spécial de rattrapage lorsqu'il y avait lieu, les documents/les rapports ont inévitablement accusé du retard tant au stade des constats émergents qu'à celui de la Synthèse. Cela voulait dire que l'Équipe principale a dû travailler à plusieurs étapes clés avec des documents en états de préparation très différents.

11. Gestion du savoir et Extranet

Dans le cadre de l'entente contractuelle de la Phase 2 de l'Évaluation, l'Équipe principale s'est engagée à développer un site Web interactif visant à faciliter l'échange de savoir, d'information et d'expérience entre les équipes d'évaluation, et à renforcer la cohérence et la comparabilité de l'Évaluation dans son ensemble.³⁵

Un site Extranet sécurisé et protégé par des mots de passe a donc été créé fin 2009. Il a été mis à la disposition des parties prenantes – y compris les membres du Groupe de gestion de l'Évaluation, du Groupe de référence international et des équipes chargées de l'évaluation nationale et de l'étude des donneurs – à partir de décembre 2009. Il s'agissait d'un site « parent » principal, accessible par tous les utilisateurs inscrits, et de sous-sites plus modestes assignés à chaque équipe d'évaluation. Les équipes d'évaluation ont été en mesure de contrôler le niveau d'accès réservé à chaque équipe.

L'Extranet a spécifiquement été conçu pour offrir les fonctions suivantes :

- Un seul et unique centre de stockage de l'information et des instruments de base de l'Évaluation, y compris les principaux documents d'information, les outils (p. ex. la Matrice), les notes explicatives, les comptes rendus d'ateliers et d'autres informations pouvant être rapidement téléchargées et consultées où que l'on soit dans le monde, à n'importe quel moment.
- Un glossaire permettant d'avoir une compréhension et une utilisation communes de termes techniques.
- Un répertoire des personnes-ressources, identifiant tous les participants et les principales parties prenantes à l'Évaluation, leurs rôles respectifs et leurs coordonnées.
- Une fonction de communication, permettant aux personnes et aux équipes de communiquer directement au moyen de l'Extranet (quoique le forum de discussion n'ait pas tellement été utilisé).
- Une plateforme d'échange du savoir à l'intention des équipes chargées des évaluations nationales et des études de l'administration centrale des donneurs, p. ex. pour partager les rapports au stade des constats émergents et de la Synthèse.
- Un forum permettant de rendre compte des progrès réalisés, ce qui rendait les progrès transparents et permettait aux équipes de comparer leurs progrès respectifs.
- Une plateforme réservée aux équipes afin qu'elles puissent partager de l'information interne, p. ex. télécharger en amont les versions provisoires d'un rapport (chaque équipe pouvait contrôler le niveau d'accès des autres utilisateurs à leurs sites respectifs, ce qui permettait aux équipes de travailler en toute sécurité et d'échanger de la documentation « confidentielle » entre collègues immédiats seulement) et contrôler les différentes versions d'un même document.
- Faire connaître les grandes étapes et l'état d'avancement de l'Évaluation grâce à une fonction de calendrier et à un échéancier.
- Une plateforme de travail interne réservée à l'Équipe principale, dont les membres étaient dispersés dans plusieurs régions du monde et qui pouvaient ainsi travailler sur des documents où qu'ils soient dans le monde.
- Un outil de gestion qui permet la collecte de données sur l'usage ponctuel qu'en font les pays et régions.

Tout le matériel, y compris les tutoriels vidéo, a été offert en anglais, en français et en espagnol, et les utilisateurs de l'Extranet pouvaient rapidement passer d'une langue à l'autre.

³⁵ Cahier des charges de l'Équipe principale, p.212.

Toutes les parties prenantes ont largement utilisé l'Extranet – plus de 350 personnes ont ouvert un compte d'utilisateur. En 2010 seulement, le site a été visité plus de 5 000 fois par des visiteurs provenant de 72 pays. Jusqu'à présent, près de 1 000 documents ont été téléchargés vers l'amont. Une poignée d'équipes, surtout en Afrique, ont signalé des difficultés d'accès liés à des problèmes plus large de connectivité dans leurs régions; ceci a été résolu par l'utilisation du courrier électronique, lorsqu'il y avait lieu.

Même s'il a requis un travail technique et une gestion continue, l'Extranet a permis de diffuser très rapidement de l'information et de la partager, et les équipes ont ainsi pu se coordonner bien plus efficacement que par tout autre moyen. Il a également permis aux membres des équipes d'évaluation de s'identifier dans le cadre d'un processus mondial conjoint, par l'utilisation d'un outil interactif situant leurs études par rapport aux autres. On estime qu'il s'agit ici de l'une des réussites de l'Évaluation.

12. Enseignements

L'expérience a permis de tirer de précieuses leçons quant à la complexité d'études conduites par plusieurs pays et plusieurs agences au niveau d'une déclaration politique. On va continuer à tirer des leçons et l'Équipe principale va participer et contribuer à cet exercice, mais on trouvera ci-dessous un aperçu des grandes leçons déjà tirées :

- Il est essentiel d'avoir une approche participative, mais elle ajoute au fardeau** – la participation est essentielle pour s'assurer d'avoir une compréhension commune, pour gérer la cohérence et pour assurer un engagement plus global –, mais cette approche comporte aussi le risque d'avoir à régler une surcharge de questions/d'enjeux dans le cadre de l'Évaluation.
- Traiter du contexte, c'est composer avec la complexité :** L'Évaluation est venue confirmer que si l'on veut analyser systématiquement des constats provenant d'une variété de contextes, et souvent formulés à partir d'une variété de méthodes, il faut avoir un cadre d'analyse central très clair. Ceci permet également de mieux évaluer la qualité des preuves fournies, ainsi que l'essentiel des constats au stade de la Synthèse.
- Pour trouver un équilibre entre le besoin d'autonomie au niveau local et la nécessité d'avoir une cohérence parmi les constats aux fins du travail de synthèse, il faut forcément faire des compromis.** Il faut avoir un cadre commun clair, contenant une logique des résultats limpide, élaboré selon une démarche participative, et qui veille à la cohérence tout en conservant une marge de manœuvre pour s'adapter au contexte. Cependant, il faut inévitablement sacrifier un certain niveau d'autonomie en faveur de la comparabilité.
- Il faut tenir compte dès le départ de la nécessité de trouver, dans différents contextes, un équilibre entre l'intégralité et la faisabilité :** Certaines équipes chargées des évaluations et des études ont pu commencer le travail assez tôt et mobiliser suffisamment de capacités et de coopération pour arriver à répondre avec confiance à l'ensemble du cahier des charges. D'autres ont eu des expériences beaucoup plus inégales, ce qui a amené à se demander s'il fallait tenter de rétrécir le champ des questions. Étant donné la vaste portée de la Déclaration, il aurait cependant fallu procéder à une sélection arbitraire et on aurait risqué de porter atteinte à la pertinence des résultats de l'Évaluation.
- Lorsqu'il faut adopter de nouvelles approches, il faut anticiper et régler les problèmes de capacités.** Il est également essentiel d'apporter un soutien à l'aspect technique de chaque évaluation pour veiller à ce que l'approche soit cohérente et commune. La conception de l'Évaluation doit donc prévoir les ressources nécessaires au soutien technique. Ces ressources ne doivent pas être considérées comme « supplémentaires » ou rendues disponibles seulement « en cas de besoin ».
- Il ne faut pas sous-estimer les défis que posent la schématisation des contributions d'une déclaration politique à la performance et aux résultats** – l'analyse de la contribution est effectivement précieuse; il faut avoir un cadre bien défini pour explorer et expliquer les voies qu'empruntent ces contributions et ainsi guider le travail des équipes d'évaluation. Pour confirmer ultérieurement les liens directs qui existent entre les réformes de l'aide et les résultats du développement, il faudra laisser passer bien plus de cinq ans.
- Les dispositions nécessaires pour sélectionner et mandater des structures nationales, conclure des ententes contractuelles avec des équipes et approuver et sortir des rapports sont soumises aux procédures et exigences des pays et des agences** – ces dernières peuvent être prolongées et devraient être permises dans les délais imposés.
- Lorsque les évaluations nationales et les études de l'administration centrale des donateurs sont conduites en même temps, l'élaboration du cahier des charges et les ententes contractuelles avec les équipes devraient aussi se faire en même temps dans la mesure du possible.** Les études des donateurs devant être faites dans le cadre de la Phase 2 étaient déjà liées par des ententes contractuelles et par un cahier des charges dont la portée était plus étroite. Il n'a donc pas été possible d'élargir la portée des questions ni d'obtenir un volume plus important d'information.

- *Il est essentiel d'assurer l'indépendance des équipes*, surtout lorsqu'il est possible que les constats fassent l'objet de controverses. Il faut donc dès le début de l'exercice mettre en place des procédures rigoureuses et des systèmes de gouvernance bien définis, et les renforcer pendant toute la durée du processus, et les évaluer et vérifier dans le cadre du travail continu de gestion de l'Évaluation.
- *Lorsqu'il s'agit d'évaluer plusieurs lieux, il faut clarifier dès le début le processus qui sera utilisé pour faire la synthèse* – l'Évaluation a confirmé qu'il est précieux de mettre en place, dans les plus brefs délais, un cadre de synthèse clair et rigoureux, et ce, pour veiller à ce que

la conception de l'évaluation, la collecte de données et l'analyse servent l'exercice de synthèse.

13. Normes du CAD-OCDE pour l'évaluation du développement

Les trois questions fondamentales de l'évaluation mettent successivement l'accent sur les critères d'efficacité, d'efficacités et de durabilité. Toutefois, l'analyse ci-dessous résume la manière dont les Normes du CAD-OCDE pour l'évaluation du développement³⁶ ont été appliquées dans le cadre de la Phase 2 de l'Évaluation.

No	Norme	Mesure prise dans le cadre de la Phase 2
1. Considérations d'ensemble		
1.1	Évaluation du développement	Répond aux exigences relatives à un « processus visant à déterminer la valeur ou l'importance d'une intervention en matière de développement ».
1.2	Processus d'évaluation libre et ouvert	La transparence et l'indépendance ont été garanties (voir ci-dessus), notamment grâce aux structures de gouvernance et à une démarche continue axées sur la transparence et le partage des connaissances.
1.3	Déontologie de l'évaluation	Intégrité garantie en répondant aux normes de déontologie prescrites pendant la conduite de l'Évaluation, et par l'intégration d'aspects liés à l'égalité entre les sexes, aux droits de la personne et à l'inclusion sociale dans le Cadre d'évaluation et la Matrice.
1.4	Une méthode en partenariat	L'Évaluation a reposé sur un processus participatif et consultatif, qui s'est reflété tant dans les activités de préparation (p. ex. deux séries d'ateliers régionaux et trois rencontres du Groupe de référence international) que dans les structures de gouvernance des pays et des agences des donateurs.
1.5	Coordination et ajustement	Dans les rapports, chaque évaluation nationale et étude de donneur devait expliquer où elle se situait par rapport à d'autres évaluations, planification d'évaluation ou politiques importantes, en cours ou récentes, et la relation qu'elle entretenait avec l'une ou l'autre d'entre elles.
1.6	Contribution au renforcement des capacités	Les évaluations nationales et les études de l'administration centrale des donateurs ont reçu un appui motivé expressément par la volonté de renforcer les capacités.
1.7	Contrôle de la qualité	Développement précoce d'une stratégie détaillée sur la gestion de la qualité – voir ci-dessus. Autre caractéristique importante : examen continu par les pairs grâce à la structure de gouvernance.
2. Finalité, planification et conception		
2.1	Justification et finalité de l'évaluation	À plusieurs occasions depuis 2006, les contributions ont traité de la justification, de la finalité et du moment (p. ex. le document d'approche et le cahier des charges de l'Équipe principale); le Rapport de synthèse aborde expressément ces questions.
2.2	Objectifs spécifiques de l'évaluation	Comme ci-dessus; objectifs spécifiques (insistance sur les résultats du développement et la gestion de l'aide) énoncés dans l'ensemble de la documentation; indiqués dans les questions fondamentales. Les critères d'efficacité, d'efficacités, de pertinence et de durabilité font entièrement partie des questions fondamentales.
2.3	Objet de l'évaluation et champ couvert	L'objet de l'évaluation et sa portée sont résumés dans le Rapport de synthèse et décrits dans leur intégralité dans toutes les contributions faites jusqu'à présent. La logique de l'intervention est décrite dans la théorie du programme de la Déclaration, et a fait l'objet d'un développement dans l'approche de l'Évaluation (publiée dans le Rapport initial).
2.4	Évaluabilité	Le Document d'approche et le Cadre d'évaluation tiennent compte des discussions qu'ont eues le Groupe de référence international et l'Équipe principale au sujet de la faisabilité de l'Évaluation. La question de l'attribution et de la contribution (des résultats du développement obtenus grâce à la mise en œuvre de la Déclaration) a largement fait l'objet de débats et une note explicative aux équipes en rend compte.

³⁶ Version de 2010.

No	Norme	Mesure prise dans le cadre de la Phase 2
2.5	Implication des parties prenantes	Le Groupe de référence international a été engagé dès le début dans l'Évaluation, depuis sa conception et l'élaboration des questions fondamentales, jusqu'à l'exercice final de validation, ce qui témoigne de l'approche participative continue.
2.6	Toujours envisager une évaluation conjointe	Élément présent dans l'ensemble des premières contributions, des résultats intermédiaires et des résultats définitifs, de même que dans la nature et le processus de l'Évaluation. Les questions fondamentales tiennent compte des questions d'intérêt commun à tous les partenaires; le cahier des charges pour les études nationales permet aux partenaires individuels de poser des questions d'intérêt spécifique. Contribution aux processus d'harmonisation, d'alignement et une division efficiente du travail parmi les partenaires du développement, tant à l'échelle internationale (grâce aux structures de gouvernance de l'Évaluation) qu'à l'échelle nationale (au sein des structures nationales de l'Évaluation).
2.7	Questions de l'évaluation	Les questions fondamentales reflètent les objectifs et les domaines d'intérêt. Elles ont été élaborées au début selon une démarche conjointe. Elles ont servi de fondement à la méthodologie (Matrice). Les questions transversales de genre, d'environnement et de droits de la personne ont été pleinement intégrées et leur qualité assurée.
2.8	Sélection et application des critères d'évaluation	Les critères du CAD-OCDE ont été appliqués pendant toute la durée de l'Évaluation et ont été mis en évidence dans le cadre des évaluations nationales et des études de l'administration centrale des donateurs. La conception de l'Évaluation et la méthodologie utilisée (voir le Cadre d'évaluation et le Rapport initial), de même que la matrice des évaluations nationales et les questions-calques des donateurs en tiennent compte. On en rend également compte dans l'Annexe technique.
2.9	Choix d'une méthode et d'une méthodologie	La méthode et la méthodologie ont été élaborées à la suite d'une réflexion approfondie qui a débouché sur le Document d'approche. Elles sont également décrites dans le Cadre d'évaluation et le Rapport initial, en plus de faire l'objet d'une description détaillée dans l'Annexe technique. Sans être prescriptive, la méthodologie propose des techniques de cueillette de données et d'analyse au niveau des pays et des donateurs. La Matrice elle-même fait une distinction entre différents niveaux de résultats (résultats intermédiaires (Q2), résultats et impact (Q3)).
2.10	Ressources	Le Groupe de référence international et le Groupe de gestion de l'Évaluation se sont mis d'accord sur les ressources de l'Évaluation, qui ont été gérées par le Secrétariat de l'Évaluation. Il a été convenu à l'échelle internationale que ces ressources étaient suffisantes pour atteindre les objectifs de l'Évaluation.
2.11	Fonctions de gouvernance et de gestion	Structures de gouvernance bien définies pour veiller à l'indépendance, à l'intégrité et à la crédibilité de la démarche, ainsi qu'à la transparence. La fonction de gestion était assumée par une entité distincte, le Secrétariat de l'Évaluation.
2.12	Document définissant la finalité et les attentes	Le cahier des charges de l'Équipe principale a été produit selon une approche participative. Il a été utilisé en conjonction avec le Document d'approche, qui établit clairement le but, la portée et les objectifs de l'Évaluation; présente des suggestions sur la méthodologie à utiliser; les ressources et les délais; les exigences en matière de présentation de résultats, ainsi que toutes les autres attentes.
3. Mise en œuvre et présentation des résultats		
3.1	Équipe d'évaluation	Un processus d'appel d'offres concurrentiel a été conduit par le Groupe de gestion de l'Évaluation pour s'assurer que l'Équipe principale soit contractée selon un processus transparent de passation de marché. Le genre, la répartition géographique, les compétences et les connaissances thématiques étaient représentées de façon équilibrée au sein de l'équipe (voir la description ci-dessus).
3.2	Indépendance des évaluateurs vis-à-vis des parties prenantes	Les membres de l'Équipe principale sont tout à fait indépendants de la gestion de l'aide et du processus de mise en œuvre – il s'agit de consultants complètement indépendants qui ne sont pas employés par un gouvernement ou par des agences de donateurs. Ils ont été appuyés par le Secrétariat de l'Évaluation et au Groupe de gestion de l'Évaluation en vue d'établir des relations de travail basées sur la coopération avec les parties prenantes, y compris le Groupe de référence international et les équipes d'évaluation, et pour assurer un libre accès à l'information.
3.3	Des parties prenantes consultées et protégées	Comme on l'explique ci-dessus, l'Évaluation reposait sur une approche complètement participative, et ce, dès les premiers stades de la conception (avant la mise en œuvre). Une vaste gamme de parties prenantes ont été consultées et ont contribué à tous les niveaux. On a demandé aux équipes d'évaluation de garantir l'anonymat et la confidentialité des personnes interrogées dans les rapports, p. ex. lors d'enquêtes ou d'entretiens visant à recueillir des données.
3.4	Réalisation de l'évaluation dans les limites du délai et du budget impartis	L'Évaluation a été conduite selon les étapes et les dates d'échéance présentées dans le Rapport initial, sans aucun « écart » de la part de l'équipe chargée de la synthèse (quoique certaines évaluations nationales et études des donateurs aient accusé du retard, important dans certains cas). Les augmentations de l'enveloppe budgétaire ont été approuvées par le Groupe de gestion de l'Évaluation. Elles ont été rendues nécessaires par l'accroissement du nombre de pays et donateurs participants; le soutien accru de l'Équipe principale aux évaluations nationales et le fait que l'examen et l'analyse des rapports ont exigé davantage de travail que prévu.

No	Norme	Mesure prise dans le cadre de la Phase 2
3.5	Rapport d'évaluation	Le Rapport initial et le Cadre d'évaluation indiquent clairement la nécessité de "vulgariser" le texte, d'utiliser un langage non-technique et d'avoir le moins recours possible aux acronymes. Le cahier des charges des évaluations nationales en fait également état. Ceci a été réitéré dans le cadre de l'Atelier sur les constats émergents de décembre 2010; la rédaction du Rapport de synthèse a tenu compte de cet engagement.
3.6	Clarté et fidélité du résumé	Sujet à l'évaluation par le Groupe de référence international, mais vise à mettre en évidence les principaux constats, conclusions, recommandations et enseignements, et ce, de façon représentative.
3.7	Contexte de l'intervention en matière de développement	Le contexte est au cœur de l'Évaluation; les contributions à l'Évaluation en témoignent; ainsi que les questions fondamentales et la Matrice de l'Évaluation. Mis spécifiquement en évidence dans le Diagramme B du Rapport initial et traité dans la Question fondamentale 1 qui porte sur le contexte entourant les politiques, le développement et les institutions.
3.8	Logique de l'intervention	La théorie du programme, dont il est question dans le Rapport initial, montre clairement la logique de l'intervention de la Déclaration. Le Diagramme B, sur le Contexte de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris, permet également de faire une série de suppositions; et les Mécanismes du changement présentés dans le Document d'approche (que les équipes d'évaluation ont été encouragées d'appliquer) présente des hypothèses quant à la réussite ou à l'échec de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris.
3.9	Fiabilité et précision des sources d'information	L'Annexe technique décrit en détail l'approche adoptée pour assurer la fiabilité et la précision des sources d'information. En bref, une liste transparente des sources d'information ayant servi est disponible; on décrit ci-dessus la manière dont la validité et la fiabilité des constats ont été évaluées et contre-vérifiées au moment de l'examen des rapports (d'abord lorsqu'on a reçu les constats émergents, puis lors de la Synthèse), grâce au modèle de filtre décrit ci-dessus; les limites de la base de preuves sont également décrites ci-dessus.
3.10	Explication des méthodes utilisées	La méthodologie de l'Évaluation est décrite brièvement dans le rapport de synthèse et de manière plus approfondie dans l'Annexe technique, et porte également sur les limites et les contraintes, ainsi que sur les méthodes de cueillette des données et d'analyse.
3.11	Clarté de l'analyse	Le Rapport de synthèse établit une distinction entre les constats, les conclusions et les recommandations. Dans le cadre de l'analyse, on a adopté une approche graduelle et rigoureuse pour s'assurer que les constats, conclusions et recommandations découlent logiquement les uns des autres et excluent toute hypothèse ou opinion subjective.
3.12	Réponses aux questions de l'évaluation	À partir de la Note sur les résultats émergents, le Rapport de synthèse répond intégralement aux trois questions fondamentales et au Cadre des conclusions qui a été convenu, et ce, à un niveau reflétant la nature stratégique de l'Évaluation. Le texte explicatif en présente des preuves détaillées.
3.13	Reconnaître les changements et les limites de l'évaluation	Aucune divergence entre la planification et la réalisation de la mise en œuvre de l'Évaluation, sinon le fait que : a) deux pays se sont retirés pour des raisons de changement politique et de situation instable, b) il a été décidé d'effectuer moins d'études supplémentaires que prévu. Les raisons et le processus de ces décisions sont clairement expliqués dans le Rapport initial et dans les communications qui l'ont suivi, et elles ont été publiés sur l'Extranet.
3.14	Reconnaissance des éventuels désaccords au sein de l'équipe chargée de l'évaluation	Les constats de fond n'ont fait l'objet d'aucun désaccord important ou de désaccords ne pouvant être résolus au sein de l'Équipe principale (ce qui est exprimé dans les commentaires au sujet de la Note sur les constats émergents/version définitive); par conséquent il n'en est pas question dans le rapport de synthèse.
3.15	Prise en compte des commentaires des parties prenantes	Les constats émergents et la version provisoire du Rapport de synthèse ont fait l'objet d'un processus détaillé de commentaires. Ainsi, les parties prenantes ont pu apporter leur contribution et ont eu l'occasion de manifester leur désaccord, d'apporter des nuances ou de faire des ajouts. Les commentaires ont tous été consignés de manière complète et transparente et l'Équipe principale en a tenu compte dans les versions ultérieures du rapport.
4. Suivi, utilisation et enseignements		
4.1	Moment, pertinence et utilisation de l'évaluation	L'Évaluation vise à présenter des conclusions et des recommandations claires et pertinentes qui seront débattues lors du Forum de haut niveau, qui aura lieu en Corée du Sud en 2011. Le calendrier prévoit des discussions sur les recommandations dans les mois précédant le Forum. Le Secrétariat de l'Évaluation et le Groupe de gestion ont préparé une stratégie de diffusion distincte.
4.2	Réponse et exploitation systématique des recommandations	Exercice conduit par le Secrétariat et assuré par le Groupe de gestion de l'Évaluation.
4.3	Diffusion	Comme indiqué ci-dessus, une stratégie de diffusion a été élaborée par le Secrétariat de l'Évaluation et le Groupe de gestion, qui vise également les parties prenantes externes à l'Évaluation (y compris les principaux décideurs). Elle sera mise en œuvre une fois que le Rapport aura été avalisé par le Groupe de référence international.

14. Principales sources consultées

Abbas, H and Niyiragira, Y (eds) (2009) *Aid to Africa: Redeemer or Coloniser? Nairobi: Famahu*

Abdel-Malek, T et al (2007) *Evaluation of UNDP's Contribution to South-South Cooperation*

Action For Global Health (2008) *Healthy Aid: Why Europe must deliver more aid, better spent to save the health Millennium Development Goals*

Action For Global Health (2009) *Health in Crisis: Why, in a time of economic crisis, Europe must do more than ever to achieve the health Millennium Development Goals*, Report Three

Adugna, A (2009) *How Much Official Development Assistance is Earmarked? CEP Working Paper Series No. 2, World Bank*

Africa Union/NEPAD (2010) *From Aid Effectiveness to Development Effectiveness, Building Partnerships of Equals Based on Mutual Respect, Trust and Accountability* Report from The Africa Regional Meeting on Aid Effectiveness, South/South Cooperation and Capacity Development: Pretoria, South Africa, 2-5 March 2010

Alemany, C et al (2008) *Implementando la Declaración de París: Implicaciones para la promoción de los Derechos de las Mujeres y Equidad de Género*, Council for International Cooperación (CCIC) (translation, also available in English)

Altinger, L (2007) *Thematic Study on the Paris Declaration, Aid Effectiveness and Development Effectiveness: A review of the Economic Literature* Background Paper for the Synthesis

Andersen, O and Therkildsen, O (2007) *Harmonisation and alignment: The double-edged swords of budget support and decentralised aid administration*, Copenhagen: Danish Institute for International Studies

Andrews, N (2009) 'Foreign aid and development in Africa: What the literature says and what the reality is' *Journal of African Studies and Development* Vol. 1(1) pp. 008-015, November, 2009

Arndt, C, Jones, S and Tarp, F (Eds) (2009) *Can aid foster economic growth in developing nations?* New York: UN World Institute for Development Economics Research

AusAID (2009) *Tracking Development and Governance in the Pacific* Canberra: AusAID

Avril Blamey, Mhairi Mackenzie (2007) *Theories of Change and Realistic Evaluation: Peas in a Pod or Apples and Oranges?* Evaluation 13(4) 2007

Bakrania; S and Lucas, B (2009) *Conflict and state fragility: assessing the impact of the financial crisis on Africa* London: Governance and Social Development Resource Centre

Balogun, P (2005) *Evaluating progress towards harmonization*, DFID Evaluation Department Working Paper 15, May 2005

Bangura, S (2009) *Challenges in Donors' Domestic Accountability: An African Perspective – Sierra Leone a Case in Point* Conference Paper: OECD/AFD Seminar: 15-16 December, 2009

Barder, O (2009) *Markets and networks: the way forward for aid?* Washington DC: Center for Global Development

Barder, O et al (2010) *Governance of the aid system and the role of the EU* Paper presented at the Conference on Development Co-operation in times of Crisis and Achieving the MDGs, Madrid, June 2010

Barnett et al (2009) *Country Programme Evaluation: Ethiopia*, London: DFID

Beloe, T (2005) *Moving Towards Local Definitions of Aid Effectiveness: How is the OECD DAC Paris Declaration being interpreted in DFID South East Asia Partner Countries*, Bangkok: DFID

Benn, J, Rogerson, A and Steenson, S (2010) *Getting Closer to the Core – Measuring Country Programmable Aid* OECD DAC Development Brief Issue 1, 2010 Consultation Draft

Bennett et al (2009) *Mid-Term Evaluation of the Joint Donor Team in Juba, Sudan*, NORAD

Bennett, Pantuliano, S, Fenton, W. Vaux, A Barnett, C and Brusset, E (2010) *Aiding the Peace: A Multi-donor Evaluation of Support to Conflict Prevention and Peacebuilding Activities in Southern Sudan 2005-2010*, Hove: ITAD

Betancourt, M and Schulz, N (2009) *What is the way forward for South-South cooperation?* Madrid: FRIDE

Better Aid (2010) *Development Effectiveness in Development Co-operation: A Rights Based Perspective Briefing Note* October 2010 Better Aid Series

Better Aid (2008) *Better Aid: A civil society position paper for the 2008 Accra High Level Forum on Aid Effectiveness*, Better Aid

Bevan, P (2009) *Working with Cases in Development Contexts: Some Insights from an Outlier* in Byrne and Ragin (2009) op.cit. p.467

Bezanson et al (2003) *Evaluating Development Effectiveness in Six United Nations Agencies*, Brighton: IDS

Biesma, RG, Brugha, R and Harmer, A (2009) 'How global health initiatives impact upon national health systems' *Journal Health Policy and Planning* 2009;24:239–252

Birdsall, N and Kharas, H (2010) *Quality of Official Development Assistance Assessment*, Brookings and CGD

- Bonino, F and Donini, A (Ed) (2009) *How can aid work in the midst of conflict?* Massachusetts: Feinstein International Center
- Boone, P (2005) *Effective intervention: making aid work*, Centre-Piece, Winter 2005/6
- Booth (2007) *Denmark's Performance in Implementing the Paris Declaration*, London: ODI (on request, not in public domain)
- Booth, D (2008) *Aid Effectiveness After Accra: How to Reform the "Paris" Agenda*, London: ODI
- Booth, D and Evans, A (2006) *Evaluation Network Follow-up to the Paris Declaration on Aid Effectiveness: An Options Paper* (submitted for discussion at the fourth meeting of the DAC Evaluation Network, 30-31 March 2006)
- Bouignon, F and Sundberg, M (2007) *Aid Effectiveness – Opening the Black Box*, Washington DC: World Bank
- Bräutigam, D (2010) *China, Africa and the International Aid Architecture* Unpublished Paper, American University March 2010
- Bräutigam, D (2010) *The Dragon's Gift: The Real Story of China in Africa* Oxford: Oxford University Press
- Brito, R. *Estrategia del Gobierno de Honduras para el Avance en el Alineamiento y Armonización de la Cooperación* (powerpoint presentation)
- Buercky, U and Knill, P (2009) *2nd Monitoring Report of the EU Fast Track Initiative on Division of Labour* A Product of the EU Technical Seminar on Aid Effectiveness, 30 November 2009
- Burnley, J (2010) *21st Century aid: recognising success and tackling failure* Oxford: Oxfam
- Byrne and Ragin (2009) *Case Based Methods: Handbook*
- Byrne, D (2009), Olson W and Byrne, S *Causality and Interpretation in Qualitative Policy-Related Research* in Byrne and Ragin (op. cit.) pp 511-521
- Cabral, L (2008) *Accra 2008: The Bumpy Road to Aid Effectiveness in Agriculture*, London: ODI
- CCIC (2007) *Compilation of Case Studies on Civil Society and Aid Effectiveness*, Africa-Canada Forum Symposium, September 2007
- Cedergren, J, Hall, C and Siriboe, J (Eds) (2009) *Reviewing the Paris Declaration commitments and the aid effectiveness agenda: A mid-term review of progress*, Paris: OECD Working Party on Aid Effectiveness
- Chahoud, T (Ed) (2008) *How do southern non-DAC actors differ from 'traditional' donors?* Deutsches Institut für Entwicklungspolitik/German Development Institute (GDI)
- Chambers, R et al (2009) *Designing Impact Evaluations: Diferent Perspectives*, 3ie Working Paper 4: 3ie: New Delhi
- Chapman, N and Vaillant, C (2010) *Synthesis of Country Programme Evaluations conducted in Fragile States* London: DFID
- Chen, HS (1991) *Theory Driven Evaluations*
- Christiansen, K and Rogerson, A (2005) *Is the current aid architecture 'fit for purpose'?* London: ODI
- Chun, H-M Munyi, EN and Lee, H (2010) 'South Korea as an emerging donor: Challenges and changes on its entering OECD/DAC' *Journal of International Development*, 22: 788–802
- CIDA Advisory Group On *Civil Society And Aid Effectiveness* (2007) Civil Society And Aid Effectiveness, Issues Paper Sept. 17, 2007
- Collier, P and Dollar, D (2000) *Aid Allocation and Poverty Reduction*, World Bank, revised June 2000
- Conlin, S and Stirrat, R (2008) 'Current Challenges in Development Evaluation', *Evaluation* 14(2)
- Connell, Kubisch, Schorr and Weiss (1995) *New Approaches to Evaluating Community Initiatives: Concepts Methods and Contexts* Washington DC: Aspen Institute
- Corre, G (Ed), Mackie; J and Trenner, S (2008) *Addressing aid orphans and climate change: making European aid effective* Maastricht: European Centre for Development Policy Management
- Cox, M et al (2006) *Does the Country Led Approach Deliver Results? A Synthesis of Emerging Evidence*, Agulhas Applied Knowledge
- Cox, M and Hemon, K (2008) *Engagement in Fragile Situations: Preliminary Lessons from Donor Experience – A Review of the Literature* London: DFID
- Cruz, C (2007), *¿Quien se apropia del desarrollo? Contribuciones al debate sobre género y la nueva arquitectura de la ayuda*. Bilbao: Instituto Hegoa
- Dalberg Global Development Advisers (2009) *Independent Evaluation of the Roll Back Malaria Partnership 2004-2008*
- Danida (2005) *Joint Assistance Strategies in Tanzania, Zambia and Uganda*, October 2005
- Danida (2006) *Harmonisation and Alignment in Water Sector Programmes and Initiatives*, Good Practice Paper

- Davila, J et al (2009) *Working towards more effective collective donor responses to corruption: Background study of how donors have responded to corruption in practice – Synthesis Report and Recommendations* OECD DAC Network on Governance – Anti-Corruption Task Team
- Davis, D (2006) *The transport Sector: A Laboratory for Good Practices in Capacity Development?*, Capacity Development Briefs No. 18, World Bank Institute
- Davis, N et al (2009) *UNESCO Evaluation of Strategic Programme Objectives 1 and 2* (Education Sector)
- de Haan, A (2009) *Aid: the drama, the fiction, and does it work?* Working Paper 488 The Hague: International Institute of Social Studies
- de la Cruz et al (2008) *El Financiamiento para la Igualdad de Género y la nueva "Arquitectura de la Ayuda"*, Madrid: CeAlci
- de Renzio et al (2006) *Illustration papers on human rights and the partnership commitments of the Paris Declaration: Alignment* London: ODI
- de Renzio et al (2006) *Illustration papers on human rights and the partnership commitments of the Paris Declaration: Harmonisation* London: ODI
- de Renzio et al (2006) *Illustration papers on human rights and the partnership commitments of the Paris Declaration: Managing for Results* London: ODI
- de Renzio et al (2006) *Illustration papers on human rights and the partnership commitments of the Paris Declaration: Mutual Accountability* London: ODI
- de Renzio et al (2006) *Illustration papers on human rights and the partnership commitments of the Paris Declaration: Ownership* London: ODI
- de Renzio, P (Ed) (2009) *Assessing public expenditure and financial accountability* London: ODI
- de Renzio, P et al (2005) *Incentives for harmonisation and alignment in aid agencies*, ODI working papers, 248, London: ODI
- de Renzio, P, Whitfield, L and Bergamaschi, I (2008) *Reforming Foreign Aid Practices: What country ownership is and what donors can do to support it*, Negotiating aid project briefing paper, Department of Politics and International Relations, University College Oxford, Oxford
- Dedo and Wysluch (2007) *How are the Paris Declaration and the Millennium Development Goals Linked to Corruption Prevention and Control?* Eschborn: GTZ
- Delph (2008) *Global vertical programmes: a tale of too many funds* Brussels: Eurodad
- Desai, R and Kharas, H (2008) *The New Philanthropy and Development Aid* Washington DC: Brookings Institution
- Desai, R and Kharas, H (2009) *Do Philanthropic Citizens Behave Like Governments? Internet-Based Platforms and the Diffusion of International Private Aid* Washington DC: Brookings Institution
- Desai, RM and Kharas, H (2010) *The Determinants of Aid Volatility* Washington DC: Brookings Institution
- DFID (2008) *UK Progress Report on Aid Effectiveness*, London: DFID
- DFID (2009) *Beyond Accra: What action should DFID take to meet our Paris and Accra commitments on aid effectiveness by 2010?* London: DFID
- DIIS (2010) *Recurrent Cost Boom threatens Millennium Development Goals Elites, Production and Poverty: A Comparative Analysis* DIIS Policy Brief November 2010
- Dodd et al (2007) *Aid Effectiveness and Health: Making Health Systems Work* WHO Department for Health Policy, Development and Services Health Systems and Services, Working Paper No. 9
- Doucouliaqos, H and Paldam, M (2009) 'The Aid Effectiveness Research: The Sad Results of 40 Years of Research' *Journal of Economic Surveys*, vol. 23, issue 3, pp. 433-464
- Dreschler, D and Zimmerman, F (2006) *New Actors in Health Financing: Implications for a Donor Darling* Paris: OECD
- Easterly, W (2006) *The White Man's Burden: How the West's Efforts to Save the Rest have Done So Much Ill and So Little Good*, New York: Penguin Press
- Easterly, W (2007) *Are Aid Agencies Improving?* Washington DC: The Brookings Institution, Global Economy and Development
- Easterly, W (2008) *Can the West Save Africa?* Cambridge Massachusetts: National Bureau of Economic Research
- Easterly, W (2008) *Reinventing Foreign Aid*, Cambridge, Massachusetts: MIT Press
- Economic Commission for Africa/OECD (2009) *The Mutual Review of Development Effectiveness in Africa: promise and performance* UNECA/OECD
- Economic Commission for Europe (2010) *Financing Global Climate Change Mitigation* United Nations, ECE Energy Series No. 3, 7 EECE: Geneva

- ECOSOC (2010) *Key findings of the 2010 mutual accountability survey*, Development Cooperation Forum
- Estrup, J (2009) *Aid, Paris and the Private Sector: How to Square the Circle*, DIIS Working Paper
- European Union (2007) *Código de Conducta de la UE relativo a la división del trabajo en el ámbito de la política de desarrollo*, Comunicación de la Comisión al Consejo y al Parlamento Europeo, Bruselas 28.2.2007
- European Centre for Development Policy Management (2006) *Changing Aid Modalities in Tanzania*, No.17, August 2006
- European Commission (2010) *Aid Effectiveness – Annual Progress Report 2010* Internal Working Document, Brussels 2010
- Eyben, R (2007) 'Harmonisation: how is the orchestra conducted?' *Development in Practice*, Vol. 17, Issue 4, pp 640 -646
- Feachem, RGA and Sabot, O (2006) *Viewpoint: An examination of the Global Fund at 5 Years*, The Lancet, 368, 537-540
- Flint, M (2009) *ARRI 2010 Thematic Concept Note Draft* prepared as part of an enquiry on aid efficiency for the IFAD Annual Results Report
- Foresti, Booth and O'Neil (2006) *Aid Effectiveness and Human Rights: Strengthening and Implementation of the Paris Declaration*, London: ODI
- Foss Hansen, H and Rieper, O (2009) 'The Evidence Movement: The Development and Consequences of Methodologies in Review Practices', *Evaluation* (15)141
- FRIDE (2007) *Armonización de donantes y democratización: ¿Están los donantes preparados para las dimensiones políticas?* Informe de Actividad 27 Noviembre, Madrid : FRIDE
- Frot, E (Ed) (2009) *Do donors give increased aid to old partnerships rather than to new recipients?* Stockholm: Stockholm Institute of Transition Economics and East European Economies
- Frot, E and Santiso, J (2008) *Development Aid and Portfolio Funds: Trends, Volatility and Fragmentation*, Working Paper No. 275, OECD Development Centre
- Frot, E and Santiso, J (2009) *Crushed Aid: Fragmentation in Sectoral Aid* SITE Working Paper No. 6, December 2009
- Fullbright, A, Kubisch, K, and Connell, J (1998) *New Approaches to Evaluating Community Initiatives* Volume 2 Theory Measurement and Analysis, Washington DC: Aspen Institute
- Getnet, A (2009) *A Case Study of Aid Effectiveness in Ethiopia: Analysis of the Health Sector Aid Architecture* Washington DC/Addis Ababa: The Brookings Institution/Addis Ababa University
- GFATM (2010) *Investments in the health of women and children, Global Fund Support of Millennium Development Goals 4 and 5* Washington DC: GFATM
- Gibson, CC, Andersson, J, Ostrom E, and Shivakumar, S (2005) *The Samaritan's Dilemma: The Political Economy of Development Aid*, Oxford: OUP
- Goicoechea, S (2010) *Mozambique: assessing aid and budget transparency* Brussels: EURODAD
- Gore, C (2010) 'The global recession of 2009 in a long-term development perspective' *Journal of International Development*, 22:714-738
- Grimm et al (2006) *International Division of Labour -Towards a Criteria-led Process*, DIE Research Project 'European Policy for Global Development', Bonn: DIE
- Grimm et al (2009) *European Development Co-operation to 2020: Challenges by New Actors in International Development* Working Paper, Bonn: EADI
- Grimm, S, Humphrey, J, Lundsgaarde, E (2009) *What effect will emerging donors have on 'traditional' donor policy?* Madrid: FRIDE
- Guerrero, D and Manji, F (Eds) (2008) *China's New Role in Africa and the South: A search for a new perspective* Oxford: Famahu
- Hammad, L and Morton, B (2009) *Aid reform: bringing emerging donors in from the cold* Ottawa: North-South Institute
- Hanatani, A (2010) 'The Politics of Aid: African Strategies for Dealing with Donors' [Edited by Lindsay Whitfield]. In *The Developing Economies*, 48:279-283
- Handley, G (Ed) (2009) *Assessing Sector Budget Support* London: ODI
- Hannan, A (2007), *The Paris Declaration and National Ownership: From De Jure to De Facto*, Staff Opinion, UNDP
- Harmer, A and Basu Ray, D (2009) *Study on the relevance and applicability of the Paris Declaration on Aid Effectiveness in Humanitarian Assistance* London: ODI, Norwegian Ministry of Foreign Affairs
- Harvey, D (2009) *Complexity and Case In: Byrne and Ragin (op. cit.)* (2009) pp 15-38
- Harvey, P (2009) *Towards good humanitarian government: The role of the affected state in disaster response* London: ODI
- Harvey, P et al (2007) *Social Protection in Fragile States* London: ODI

- Hauwere and Van Der Helm (2009) *Dial Z for Zambia: Policy dialogue as an instrument for poverty reduction*, Dutch Ministry of Foreign Affairs
- Hayman, R (2009) 'From Rome to Accra via Kigali: Aid Effectiveness' in Rwanda', *Development Policy Review*, Vol. 27, Issue 5, pp. 581-599
- Hayman, R (2010) *A New Twist in the Conditionality Tale: Using Budget Support to foster good political governance* Unpublished conference paper, University of Edinburgh
- Heinecke, D et al (2008) 'The Samaritan's dilemma: the effectiveness of Australian foreign aid to Papua New Guinea', *Australian Journal of International Affairs*; March 2008, Vol. 62 Issue 1, p53-71, 19p
- Hyden, G (2008), *After the Paris Declaration: Taking on the Issue of Power*, *Development Policy Review*, 26(3)
- Informal Governance Group/Alliance 2015 (2010) *Aid and Budget Transparency in Mozambique* Maputo: Informal Governance Group/Alliance 2015
- INTRAC (2008) '*Rhetoric and Reality in Aid Effectiveness*', INTRAC Newsletter No.38
- IOB (2010) *Evaluation of General Budget Support to Nicaragua 2005-2008* IOB Evaluation no. 329 The Hague: Netherlands Ministry of Foreign Affairs
- Isenman, P (2007) *The Learning Group of Global Programmes on Aid Effectiveness*, Global Programs Learning Group
- Isenman, P and Shakow, A (2010) 'Donor Schizophrenia and Aid Effectiveness: The Role of Global Funds' *IDS practice paper* Volume 2010 No 5 Sussex: IDS
- Isopi, A and Maurotas, G (2006) *Aid Allocation and Aid Effectiveness: An Empirical Analysis* Research Paper No. 2006/2007, UNU-WIDER
- Jerve, A (2006) *Asian Models for Aid: Is There a Non-Western Approach to Development Assistance?* CHR, Michelsen Institute
- JICA (2008/9) *Joint Study on Effective Technical Cooperation for Capacity Development: Synthesis Report* Tokyo: JICA
- Jobin, D (2008) 'A Transaction Cost-Based Approach to Partnership Performance Evaluation' *Evaluation* 2008 (14) 437
- Jones, H (2011) *A guide to monitoring and evaluating policy influence*, ODI Background Paper
- Jordhus-Lier, D, Haug, M and Regmi, H (2009) *Aid interventions and demand-driven governance in Nepal* Oslo: Norwegian Institute for Urban and Regional Research
- Kane, E and Salmen, L (2006) *Bridging Diversity: Participatory Learning for Responsive Development*, Washington DC: World Bank
- Kaplinsky and Farooki (2009) *Africa's Cooperation with New and Emerging Development Partners: Options for Africa's Development*, Report prepared for the Office of Special Advisor on Africa (OSAA), New York
- Karlan, D (2008) *Thoughts on Randomised Trials for Evaluation of Development* in: Chambers et al (op. cit.) (2008) pp7-13
- Katseli, L and Carey, R (2007) *The Evolving Landscape of Development Finance: Results and Reflections from the First Year of the OECD Global Forum* Paris: OECD-DAC
- Kenny, C (2006) *What is Effective Aid? How Would Donors Allocate it?* World Bank Policy Research Working Paper 4005, September 2006
- Kharas, H (2008) *Measuring the costs of Aid Volatility* Working Paper: Washington DC: Wolfensohn Center for Development
- Kharas, H (2010) *Can Aid Catalyze Development?* Washington DC: Brookings Institution
- Kharas, H (2010) *Uncovering the Quality of Official Development Assistance* Washington DC: Center for Global Development
- Killen, B and Rogerson, A (2010) *Global Governance for International Development: Who is in Charge?* Paris: OECD Development Co-operation Directorate
- Kindornay, S and Morton, B (2009) *Development Effectiveness: Towards New Understandings*, North South Institute Issues Brief Development Co-operation Series September 2009
- Knack, S and Eubank, N (2009) *Aid and Trust in Country Systems*, Policy Research Working Paper 5005, World Bank
- Knack, S, Rogers, FH and Eubank, N (May 2010) *Aid Quality and Donor Rankings*, Policy Research Working Paper 5290, DRG/ World Bank
- Koenig, GK (2009) 'Realistic Evaluation and Case Studies: Stretching the Potential' *Evaluation* 2009 (15) 9
- Kolstad, I; Fritz, V and O'Neil, T (Eds) (2008) *Corruption and aid: analysing donor approaches* London: ODI
- KRI International Corp. (2005) *Voice of the Partners: Making Capacity Development more Effective*, The Ministry of Foreign Affairs of Japan
- Kusek, J and Rist, R (2004) *Ten Steps to a Results-Based Monitoring and Evaluation System*, Washington DC: World Bank

- Land, T (2007) *Joint Evaluation Study of Provision of Technical Assistance Personnel: What can we learn from promising experiences?* Synthesis Report, European Centre for Development Policy Management
- Lawson, A (2009) *Evaluating the Transaction Costs of Implementing the Paris Declaration, Concept Paper*
- Le Thanh Forsberg (2007) *Country Ownership and Donor Harmonisation: The Vietnamese Experience*, Hanoi/Madrid: FRIDE
- Lehmil, L (2008), *Working towards Aid effectiveness: Recent policy reforms and practices in education* (prepared for IIEP)
- Leiderer, S (2010) *Budget Support as an Aid Instrument – neither Pandemonium nor Panacea* Bonn: Deutsches Institut für Entwicklungspolitik
- Leo, B and Barmeier, J (2010) *Who Are the MDG Trailblazers? A New MDG Progress Index* Working paper 222, Washington DC: Center for Global Development
- Leuww, F and Vaussen, J (2009) *Impact Evaluations and Development: NONIE Guidance on Impact Evaluation*, Washington DC: NONIE
- Linn, JF (2009) *Aid Coordination on the Ground: Are Joint Country Assistance Strategies the Answer?* Washington DC: Brookings Institution
- Lister, S et al (2006) *A Joint Evaluation of General Budget Support 1994-2004: Synthesis Report*, London: DFID
- London School of Economics and PricewaterhouseCoopers LLP (2009) *State-building in fragile situations – How can donors 'do no harm' and maximise their positive impact?* Paper commissioned by the Fragile States Group, Paris: OECD DAC
- Loxley, J and Sackey, HA (2008) 'Aid Effectiveness in Africa' In: *African Development Review* 20:163-199
- Lu, C et al (2010) 'Public Financing of Health in Developing Countries: A Cross-National Systematic Analysis' *The Lancet*, Volume 375, Issue 9723, Pages 1375-1387, 17 April 2010
- Manji, F and Marks, S (2007) *African Perspectives on China in Africa* Oxford: Famahu
- Manning (2006) 'Will Emerging Donors Change the Face of International Co-Operation?' *Development Policy Review* 24(4)
- Martin, M (Ed); Rabinowitz, G and Kyrili, K (2010) *Review of progress in international and national mutual accountability and transparency on development cooperation* New York: The United Nations Economic and Social Council
- Martinez, H (2009) *L'aide publique au développement française : analyse des contributions multilatérales, réflexions et propositions pour une plus grande efficacité*, AFD
- Massing, S (Ed) (2010) *The State's legitimacy in fragile situations – unpacking complexity* OECD Development Co-operation Directorate: DAC Guidelines and Reference Series, 2010
- Mayne, John (2001) 'Addressing Attribution through Contribution Analysis: Using Performance Measures Sensibly' *The Canadian Journal of Programme Evaluation* Vol.6, No. 1, Canadian Evaluation Society
- McCoy, D, Chand, C and Sridhar, D (2009) 'Global health funding: how much, where it comes from and where it goes' In: *Health Policy and Planning* Volume 24, Issue 6:407-417
- Menocal and Rogerson (2006) *Which Way the Future of Aid? Southern Civil Society Perspectives on Current Debates on Reform to the International Aid System*, Working Paper 259, London: ODI
- Menocal, A (2009) *State-Building for Peace: Navigating an Arena of Contradictions* ODI Briefing Paper August 2009, London: ODI
- Meyer, S (2009) *Governance assessments and domestic accountability: how can donors aid the process?* Madrid: FRIDE
- Meyer, S and Schulz, N (2007) *Donor Harmonisation: Between Effectiveness and Democratisation. Theoretical Framework and Methodology for Country Studies*, Working Paper, Madrid: FRIDE
- Michaelowa, K and Weber, A (2007) *Aid Effectiveness in Primary, Secondary and Tertiary Education*, prepared for UNESCO as background paper for the 2008 EFA Global Monitoring Report
- Mjoset, L (2009) *The Contextualist Approach to Social Science Methodology* In Byrne and Ragin (op. cit. 2009) pp39-68
- Molenaers, N and Renard, R (2008) *What role can medium-sized donors play in policy dialogue?* Antwerp: Institute of Development Policy and Management, University of Antwerp
- Moon, S and Mills, Z (Eds) (2010) *Exploring the link between donor aid and recipient budgets* London: ODI
- Moore, M and Unsworth, S (2010) *Aid and governance: time for a radical re-think?* Brighton: Centre for the Future State, Institute of Development Studies
- MOPAN (2010) *MOPAN Common Approach: African Development Bank 2009* Denmark: MOPAN
- Mtonya, B and Nkhome, P (2008) *Enhancing Linkages with Vertical Health Funds: Country Case Study: Malawi*. Tunis: African Development Bank

- Muteshi, J (2008) *Mapping Aid Effectiveness and Gender Equality in Africa: Regional Issues and Trends*, New York: UNIFEM
- Mwega, F (2009) *Aid volatility, fragmentation and coordination in Kenya* Nairobi: University of Nairobi
- Nelson, J (2010) *The Private Sector and Aid Effectiveness: Towards New Models of Engagement* Cambridge, Massachusetts: Harvard University
- Nyamugasira, W (Ed) (2010) 'Achieving the MDGs: what do the Africans say?' *Development Support Monitor*, Cape Town: African Monitor
- O'Neill, S (2008) *Declaración de París: Percepciones de OSC Sobre la Efectividad de la Ayuda en Honduras*, Trociare, Presentación en el Taller de la Sociedad Civil (powerpoint presentation)
- OECD (2006) *Survey on Harmonisation and Alignment of Donor Practices*, Paris: OECD/DAC
- OECD (2007) *Engaging Non-DAC Donors in Implementing the Paris Declaration*, Working Party on Aid Effectiveness and Donor Practices, 8-9 March
- OECD (2008) 'Aid Effectiveness: Implementing the Paris Aid Declaration', *OECD/DAC Journal on Development 2007*, Chapter 3, Paris: OECD
- OECD (2008) *2008 Survey on Monitoring the Paris Declaration: Making Aid More Effective by 2010*, Paris: OECD Publishing
- OECD (2008) *Compendium of Country Examples and Lessons Learned from Applying the Methodology for Assessment of National Procurement Systems* Paris: OECD
- OECD (2008) *Improving Incentives in Donor Agencies: Good Practice and Self-Assessment Tool*, OECD Publishing: Paris, e-book in OECD bookshop
- OECD (2009) *Aid Effectiveness: A Progress Report on Implementing the Paris Declaration*, Paris, OECD Publishing
- OECD (2009) *DAC report on Aid Predictability: Survey on Donors' Forward Spending Plans 2009-2011* Paris: OECD/DAC
- OECD (2009) *Managing Aid. Practices of DAC Member Countries* Paris OECD/DAC
- OECD (2009) *Report on the Use of Country Systems in Public Financial Management* Paris: Working party on Aid Effectiveness: Joint Venture on Public Financial Management
- OECD (2009) *Survey on the levels of decentralisation to the field in DAC Members' development co-operation systems* DCD(2009)3/FINAL 26 May 2009
- OECD (2009) *The Challenge of Capacity Development: Working towards Good Practice* Paris: OECD
- OECD (2009) *Untying Aid: Is it Working? Thematic study on the developmental effectiveness of untied aid: Evaluation of the Paris Declaration and of the 2001 DAC recommendation on untying ODA to the LDCs* Paris: OECD
- OECD (2009a) *Managing Aid: Practices of DAC Member Countries*, Paris: OECD Publishing
- OECD (2009b) *Development Co-operation Report 2009*, Paris: OECD
- OECD (2009c) *Geographical Distribution of Financial Flows to Developing Countries 2003-2007*, Paris: OECD, e-book in OECD bookshop
- OECD (2009d) *Report on Division of Labour: Addressing Fragmentation and Concentration of Aid Across Countries*
- OECD (2009e) *International Development Statistics (IDS) Online Databases on Aid and Other Resource Flows*
- OECD (2009f) *Civil Society and Aid Effectiveness: Findings, Recommendations and Good practice Better Aid series*
- OECD (2009g) *Aid For Better Health: What are we Learning about what works and about What We Still Have to Do An Interim Report from the Task Team on Health as a Tracer Sector. Working Party on Aid Effectiveness (summary of main findings in French):* OECD/DAC
- OECD (2010a) *Division of Labour among Donors – An Approach to Harmonisation* Working Party on Aid Effectiveness February 2010 Input Paper For the Evaluation of the Paris Declaration (Phase 2)
- OECD (2010b) *Focus countries: Methodology and Update* Working Party on Aid Effectiveness: Internal Document, Paris: OECD
- OECD (2010c) *Ensuring fragile states are not left behind* Paris: OECD/DAC International Network on Conflict and Fragility
- OECD (2010e) *Road to Busan: The Fourth High Level Forum on Aid Effectiveness (29 November – 1 December 2011)*, OECD/DAC Working Party on Aid Effectiveness
- OECD (2010f) *Key Themes for Busan 2011: Possible contributions for clusters and workstreams* OECD/DAC Working Party on Aid Effectiveness, 27-28 October 2010
- OECD (2010g) *Gathering Evidence for the HLF-4: Outputs and Processes* OECD/DAC Working Party on Aid Effectiveness, 27-28 October 2010

- OECD (2010h) *Transition Financing: Building a Better Response* Paris: OECD
- OECD (2010i) *Draft Report: Workshop on Development Effectiveness* 26 October 2010 Working Party on Aid Effectiveness: OECD/DAC
- Ooms, G, Van Damme W, Baker Bk, Zeitz P, And Shrecker T (2008) 'The 'diagonal' approach to Global Fund financing: a cure for the broader malaise of health systems?' *Globalization and Health* 4 (6).
- Oxford Policy Management/IDL (2008) *Evaluation of the Implementation of the Paris Declaration: Thematic Study – The applicability of the Paris Declaration in fragile and conflict-affected situations*
- Oxford Policy Management (2009) *Evaluation of the Implementation of the Paris Declaration: Thematic Study – Support to Statistical Capacity Building, Synthesis Report*, London: DFID
- Oxford Policy Management (2010) *Evaluation of the Joint Assistance Strategy for Zambia 2007-2010 (Joint Evaluation)* Copenhagen: Ministry of Foreign Affairs Denmark
- Overseas Development Institute (2010) *Millennium Development Goals Report Card: Measuring Progress Across Countries* London: ODI
- Oxford Policy Management (2008) *Making Aid more Effective through Gender, Rights and Inclusion: Evidence from Implementing the Paris Declaration: Analytical Summary and country case studies* London: Oxford Policy Management/Social Development Direct
- Patrizi, PA and Patton, MQ (2010) 'Evaluating Strategy', *New Directions for Evaluation*, No. 128 Winter, American Evaluation Association
- Pawson, R and Tilley, N (1997) *Realistic Evaluation*, London: Sage
- Pedersen, L and Rieper, O (2008) 'Is Realist Evaluation a Realistic Approach for Complex Reforms?' *Evaluation* 2008(14)271
- Pereira, J (2009) *Zambia, Aid Effectiveness in the Health Sector: A Case Study* Action for Global Health
- Pita, J (2008) *La Declaración de París y los Países de Renta Media: La Experiencia de El Salvador*, Madrid: CeALCI
- Plottu, B and Plottu, E (2009) 'Approaches to Participation in Evaluation: Some Conditions for Implementation' *Evaluation* 2009 (15) 343
- Prada, F and Sagasti, F (2009) *La eficacia de la Cooperación Hemisférica*, Documento de discusión para la "Reunión especializada del CIDI de Altas Autoridades de Cooperación"
- Prada, F et al (2010) *Development resources beyond the current reach of the Paris Declaration*, Lima: FORO Nacional/Internacional
- Pratt and Myhrman (2009) *Improving aid effectiveness: A review of recent initiatives for civil society organisations*, INTRAC
- Publish What You Fund (2010) *Aid Transparency Assessment 2010*
- Radelet, S (2010) *Emerging Africa: How 17 Countries are Leading the Way* Washington DC: Center for Global Development
- Ragin, CC (2008) *Redesigning social inquiry: Set relations in social research*, Chicago University Press
- Rakner, L and Wang, V (2007) *Governance Assessments and the Paris Declaration*, CMI Issues Paper, Bergen: CHR Michelsen Institute
- Ravallion, M (2008) *Evaluating 3 Stylized Interventions* in Chambers et al (op. cit.) pp13-23
- Ravishankar, N, Gubbins, P, Cooley, R, Leach-Kemon, L, Michaud, C, Jamison, D, and Murray, C (2009) 'Financing of global health: tracking development assistance for health from 1990 to 2007' In: *The Lancet*, Volume 373, Issue 9681: 2113-2124
- Rodrik, D (2008) *The New Development Economics: We Shall Experiment, But How Shall We Learn?* Working Paper 2008-0142, Weatherhead Centre for International Affairs, Harvard University, May 2008
- Rogers (2008a) *Matching Impact Evaluation Design to the Nature of the Intervention and the Purpose of the Evaluation* IN: Chambers et al (2009) above pp 24-32
- Rogers, P (2008b) 'Using Programme Theory to Evaluate Complicated and Complex Aspects of Interventions', *Evaluation* (14)1
- Rowlands, D (Ed); Chin; G and Braude, W (2008) *Emerging donors: what are their aid policies?* Ottawa: International Development Research Centre
- Sagasti et al (2005) *The Future of Development Financing: Challenges, Scenarios and Strategic Choices*, Brighton: IDS
- Sagasti, F and Prada, F (2009) *The Effectiveness of Hemispheric Cooperation/La Eficacia de la Cooperación Hemisférica* Paper prepared by FORO for the "Specialized Meeting of CIDI with High-Level Cooperation Authorities" (Bogota, Colombia – October 26-27, 2009)
- Salmi, J and Mikkola, M (2007) *Implementation of the Paris Declaration: Finland* Ministry of Foreign Affairs of Finland

- Sanahuja, J (2007) *¿Más y Mejor Ayuda? :La Declaración de Paris y las Tendencias en la Cooperación al Desarrollo*, Instituto Complutense de Estudios Internacionales
- Scholl (2009) 'Aid Effectiveness and Limited Enforceable Conditionality', *Review of Economic Dynamics*, Vol. 12, Issue 2
- Schulz and Pineda (2008) *The Nicaragua Challenge. Donor Harmonisation: Between Effectiveness and Democratisation Case Study II*
- Schulz, N (2007) *Division of Labour Among European Donors: Allotting the Pie or Committing to Effectiveness?* Madrid: FRIDE
- Schulz, N (2007) *Nicaragua: A Rude Awakening for the Paris Declaration*, Madrid: FRIDE
- Schulz, N (2009) *Implementing Paris and Accra: Towards a Regional Agenda in Latin America and the Caribbean*, Madrid: FRIDE
- Sen, K (2007) *Civil Society Perspectives on the Paris Declaration and Aid Effectiveness*, Policy Briefing Paper 14, Oxford: International NGO Training and Research Centre
- Severino, JM and Ray, O (2009) *The End of ODA: Death and Rebirth of a Global Public Policy* Center for Global Development Working paper 167 March 2009
- Severino, JM and Ray, O (2010) *The End of ODA (II): The Birth of Hypercollective Action* Center for Global Development Working paper 218 June 2010
- Shepherd, A and Cabral, L (Eds) (2008) *Can the new aid modalities help the poorest?* London: ODI
- Sida (2006) *Increased Aid Effectiveness: Sida Action Plan 2006-2008*, POM Working Paper 2006:2, SIDA: Stockholm
- Sida (2008) *The PRS Process and the Effectiveness of Aid: Evaluation of the Poverty Reduction Strategies in Latin America*, SIDA: Stockholm
- Skolnik, R, Jensen, P and Johnson, R (2010) *Aid without Impact: How the World Bank and Development Partners Are Failing to Improve Health through SWAps* Washington DC: Advocacy to Control TB Internationally
- Southern Aid Effectiveness Commission (2010) *Towards More Effective Aid: Assessing Reform Constraints in the North* Brussels: SAAC/EURODAD
- SPAIN DAC (2007) *DAC Peer Review of Spain*
- Steer, L and Wathne, C (2009) *How can 'mutual accountability' between countries progress?* London: ODI
- Stern, E et al (2008) *Thematic study on the Paris Declaration, Aid Effectiveness and Development Effectiveness*, Copenhagen: DIIS
- Stern, E (2009a) *Paris Declaration Evaluation Phase 2: Some Sources and Accompanying Notes* unpublished document produced for Paris Declaration Phase 2 researchers, September 2009
- Stern, E (2009b) *Under what (pre)conditions are RCTs appropriate?* Unpublished teaching document, Lancaster University, UK
- Sundewall J, Jönsson K, Cheelo C, Tomson G (2010) 'Stakeholder perceptions of aid coordination implementation in the Zambian health sector' In: *Journal of Health Policy* 2010 May; 95 (2-3):122-8
- Svensson, J (2005) *Absorption Capacity and Disbursement Constraints*, Institute for International Economic Studies, Stockholm University
- Taylor P and Ortiz, A (November 2008) *IDRC Strategic Evaluation of Capacity Development: Doing things better? How capacity development results help bring about change* Brighton: IDS
- Thornton, N (2010) *Realising Development Effectiveness: Making the Most of Climate Change Financing in Asia and the Pacific: A Synthesis Report from Five Country Studies in Bangladesh, Cambodia, Indonesia, Philippines and Vietnam* Paper prepared for the Asia Pacific Climate Change Finance and Aid Effectiveness Dialogue (19th–20th October 2010) Capacity Development for Development Effectiveness Facility
- UN General Assembly (2009), *The State of South South Cooperation*, Report of the Secretary General, 24 August, Sixty-fourth session
- UNDP (2008) *Assessment of Development Results DRC*
- UNDP (2006) *Assessment of Development Results Honduras*
- UNDP (2007) *Assessment of Development Results Laos PDR*
- UNDP (2008) *Evaluation of the UNDP Contribution to the Implementation of the Paris Declaration on Aid Effectiveness*
- UNDP (2009) *Assessment of Development Results*
- UNDP (2010) *MDG Progress Report* New York: UNDP
- UNIFEM (2007) *Promoting Gender Equality in the Aid Effectiveness Agenda in Asia Pacific: Engaging the Principles of the Paris Declaration*, New York: UNIFEM
- United Nations Economic and Social Council (2008) *Trends in South-South and Triangular Development Co-operation Background Study for the Development Co-Operation Forum* New York: United Nations ECOSOC

- United Nations General Assembly (2009) *The state of South-South cooperation: Report of the Secretary-General* New York: United Nations
- Unsworth, S (2009) 'What's politics got to do with it?: Why donors find it so hard to come to terms with politics, and why this matters' In: *Journal of International Development*, 21: 883–894
- USAID (2009) *Two Decades of Progress: USAID's Child Survival and Maternal Health Program* Washington DC: USAID
- USAID *The United States Commitment to Aid Effectiveness: Case Studies*
- Van Den Berg, RD (2005) 'Results Evaluation and Impact Assessment in Development Co-operation' *Evaluation* 2005 (11)27
- Van Waeyenberge, E and Powell, J (2010) *Whither Development Finance?* Brussels: EURODAD
- Weber (2009) *La Declaración de París en Ecuador*, II Consulta – Taller Latino Americano, Observatorio de la Cooperación al Desarrollo en el Ecuador (powerpoint presentation)
- Welle, K et al (2008) *Why is Harmonisation and Alignment Difficult for Donors?* Lessons from the Water Sector, London: ODI
- Wenar, L (2006) 'Accountability in International Development Aid' *Ethics & International Affairs*, Volume 20.1 (Spring 2006)
- Whitfield, L (2009) *Reframing the Aid Debate: Why aid isn't working and how it should be changed* DIIS Working Paper 2009:34, Copenhagen: Danish Institute for International Studies
- Whitfield, L (2009) *The Politics of Aid: African Strategies of Dealing with Donors*, Oxford: OUP
- Whitfield, L (ed) (2009) *Ownership and the donor-recipient relationship: How can African governments regain control of the aid process?* Copenhagen: Danish Institute for International Studies
- WHO/Secretariat Of The Pacific Community (2009) *Aid Effectiveness In The Pacific* Briefing Produced For Eighth Meeting Of Ministers Of Health For The Pacific Island Countries Madang, Papua New Guinea, 7-9 July 2009
- Wild, L and Domingo, P (2010) *Aid and accountability in health: country findings (Uganda and Zambia)* London: ODI
- Wilks, A (2010) *Climate Adaptation Funding: Lessons from Development Finance* ActionAid/EURODAD Discussion Paper
- Williamson, T and Dom, C (2010) *Sector Budget Support in Practice: Synthesis Report* (plus country case studies) London: Mokoro and ODI
- Witt and Muller (2006) *Implementing the Paris Declaration in Public Finance – Challenges by Capacity Development*, Fiscal Studies No 4, Eschborn: GTZ
- World Bank (2005) *A Note on World Bank Activities in Harmonization and Alignment*, Operations Policy and Country Services, February 2005
- World Bank (2006) *Harmonization and Alignment for Greater Aid Effectiveness: An Update on Global Implementation and the Bank's Commitments*, Operations Policies and Country Services
- World Bank (2006) *Integrating Global Partnership programmes with country-led national programmes – synthesis of findings and recommendations*. Washington DC: World Bank
- World Bank (2008) *Global Programme Funds at Country Level: What Have We Learned?*, Concessional Finance and Global Partnerships, Washington DC: World Bank
- World Bank (2009) *Following Up on Accra: A World Bank Action Plan on Aid Effectiveness*, Operations Policy and Country Services, February 2009
- World Bank (2010) *Arab Development Assistance: Four Decades of Co-Operation* MENA QuickNote No 28 August 2010
- World Bank (2010) *Development and Climate Change: the World Development Report 2010* Washington DC: World Bank
- World Food Programme (2006) *China Emerges as World's Third Largest Food Aid Donor* Rome: World Food Programme
- Wyss, H et al (2008) *Joint Evaluation on the UNDG Contribution to the Paris Declaration on Aid Effectiveness* First Phase, New York: UNDP
- Zikusooka, C et al (2009) *The impact of global health initiatives on equity in financing Uganda's health sector* Network for Equity in Health in Southern Africa